

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
DROIT DE RÉPONSE

D'APRÈS LA LOI SUR LA PRESSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 20 Juin 1911, à 1 h. 1/2

PAR

JEAN NICOLAÏ

DOCTEUR EN DROIT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. Ambroise COLIN

Suffragants } MM. ESMEIN } *professeurs*
 } LARNAUDE }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE
DROIT DE RÉPONSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

DOCTEUR EN DROIT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Suffragants } MM. ESMEIN } *professeurs*
 } LARNAUDE }

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911





Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MON PÈRE

A MA MÈRE

PRÉFACE

Le droit de légitime défense est un droit naturel.

Les législateurs qui, dans tous les pays et dans tous les codes, ont inscrit ce droit comme une excuse absolutoire — dût la représaille aller jusqu'au coup mortel — ne pouvaient négliger de consacrer un droit de réplique, à l'égard d'attaques se traduisant, non par des violences physiques, mais par les blessures pénétrantes, et souvent très dangereuses, que peut produire une plume acérée.

On comprend que, plus les moyens d'attaque se sont multipliés, plus les besoins de défense se sont fait sentir.

Or, si nous nous en rapportons aux statistiques officielles, nous voyons qu'il se publie actuellement environ dix mille imprimés quotidiens ou périodiques. Paris, à lui seul, en produit plus de quatre mille.

Tous ces journaux sont autant d'instruments d'attaque, qui se révèlent à la foule par une publicité souvent considérable.

Ajoutons que, depuis quelques années, l'esprit critique, l'esprit caustique et l'esprit de dénigrement, ont pris une extension telle, qu'ils forment une véritable école dont les arbitres non brevetés, se sont décerné à eux-mêmes le titre de Maîtres de la Critique.

En vertu de cette souveraineté qu'ils affirment incontestée, ils attaquent sans mesure tout individu qui ne partage pas leur manière de voir, laissant le particulier — qui ne dispose pas de moyens de défense — à la merci de leurs inimitiés ou de leur caprice.

Bref, c'est un duel, où un seul des combattants tient l'épée...

Le droit de réponse s'imposait donc, pour donner à la personne inopinément attaquée, le moyen pratique de s'expliquer, de se défendre, de se disculper au besoin, dans la forme personnelle qui lui semble la plus opportune et la plus efficace.

LE DROIT DE RÉPONSE

D'APRÈS LA LOI SUR LA PRESSE

CHAPITRE PREMIER

PRÉCÉDENTS ET HISTORIQUE DE LA LOI

La déclaration des Droits de l'homme, dans son article 11, avait proclamé la liberté de la presse.

La Constitution de 1791 (14 septembre) avait précisé :
« Nul homme ne pourra être recherché ni poursuivi à raison des écrits qu'il aura fait imprimer ou publier, sur quelque matière que ce soit ; si ce n'est qu'il ait provoqué à dessein la désobéissance à la loi, l'avilissement des pouvoirs constitués, la résistance à leurs actes, ou à quelqu'une des actions déclarées crimes ou délits par la loi (1). »

Après avoir posé ce principe ce même article édictait des restrictions nécessaires :

«..... la calomnie et les injures contre quelque per-

(1) Constitution du 14 sept. 1791, art. 17, chap. 5.

sonne que ce soit, relatives à leur vie privée, seront punies sur leur poursuite ».

Il s'agissait donc seulement à ce moment, d'instances judiciaires, de poursuites pénales ; le droit de réponse n'existait pas, n'apparaissait pas encore.

Le développement pris par les gazettes, et le nombre toujours grandissant de journaux et de périodiques, montrèrent bientôt combien l'adoption de règles nouvelles s'imposait.

Il était en effet injuste, de ne donner à un homme, diffamé dans son honneur, calomnié dans sa conduite, qu'une instance judiciaire comme moyen de défense.

L'attaque avait reçu une large publicité. La réponse ne venait que longtemps après (l'œuvre de la Justice fut toujours lente) vieille déjà, périmée, ne présentant plus aucun intérêt, divulguée très discrètement par une publicité modeste.

L'accusation avait été éclatante et directe. La réponse se faisait, étouffée, tardive et détournée.

Dès l'an XII, Dulaure proposa au Conseil des Cinq-Cents, d'introduire le droit de réponse dans nos lois.

Son projet fut repoussé, et pareille tentative ne fut même pas renouvelée, lors de la discussion du Code pénal de 1810.

LOI DES 9-10 JUIN 1819

Le régime de la Constitution de 1791 avait le grand inconvénient de ne donner à l'individu diffamé, aucun

moyen pratique de se justifier aux yeux de ceux qui avaient eu connaissance de l'accusation portée contre lui.

Il obtenait une condamnation contre son diffamateur, soit ! Mais ceux-là même dont le jugement importe, ceux qui constituent l'Opinion, le Public en un mot, n'avait vu que l'affirmation ; il ignorait la défense.

Il restait à la victime une ressource : c'était de combattre l'accusation par des armes égales ; c'était d'user de la voix de la Presse.

Mais en admettant que ce moyen de défense pût être pratiqué, l'avantage qu'en retirait l'individu diffamé était de bien mince importance ; car, de quel intérêt pouvait être pour les lecteurs de ce second journal, une discussion dont ils n'avaient point vu l'origine ?

Seuls ceux qui avaient été témoins de l'accusation, les lecteurs de la Gazette qui avait colporté l'imputation, devaient avoir connaissance de la réponse.

Si je suis outragé dans la maison de Pierre, ce n'est pas dans la demeure de Paul que je pourrai efficacement faire entendre mes protestations.

La loi du 9 juin 1819 apporta donc une timide modification à la législation d'alors, en décidant que « les éditeurs du journal ou écrit périodique, seront tenus d'insérer, dans l'une des feuilles ou des livraisons qui paraîtront dans le mois du jugement ou de l'arrêt inter-

venu contre eux, extrait contenant les motifs et le dispositif dudit jugement ou arrêt ». (1)

Ainsi, la réponse paraît dans la feuille même qui s'est fait le porte parole du diffamateur, mais de quelle façon détournée et lointaine !

C'est de longs mois après l'article qui a motivé la poursuite, qu'une réponse apparaîtra.

L'accusation avait porté, car elle était venue à son heure : elle était d'actualité ; elle avait intéressé ; on la retient.

Les événements marchent vite, et la réponse vient bien tard, elle est inopportune, elle tombe mal à propos ; on n'y prend point garde.

L'amélioration apportée par la loi de 1819 était donc bien faible, car, seuls, les particuliers *diffamés* avaient le droit de s'en prévaloir, et demeuraient sans défense, toutes les fois que l'écrivain, par des artifices ingénieux, avait été assez habile pour éviter l'application de la loi pénale.

Trois ans après cette loi, on sentit vivement la nécessité d'une réforme.

LOI DU 25 MARS 1822

La loi du 25 mars 1822 donna un grand pouvoir à ceux qui étaient attaqués ou désignés dans un journal : elle leur conféra le droit de réponse.

(1) Loi du 9 juin 1819, art. 11.

Toute personne « *nommée ou désignée* » dans un journal ou écrit périodique, aura le droit d'exiger l'insertion, dans les trois jours, d'une réponse qui peut avoir le double de l'article auquel elle est faite (1).

Ce droit de réponse existait sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts, auxquels l'article incriminé pouvait donner lieu.

Faute par le propriétaire ou éditeur du journal d'insérer la réponse, une peine de 50 à 500 francs d'amende était prononcée contre lui.

Le droit de réponse était considéré comme absolu. Le garde des sceaux, M. Peyronnet, déclarait à la Chambre des Pairs : « Le journaliste ne doit pas être juge de la réponse... Ainsi, que le particulier qui la présente ait tort ou raison de se trouver offensé, dès lors qu'il a été désigné, le journaliste doit insérer sa réponse... » (2)

Lors du vote de la loi de 1822, M. le duc de Broglie et le comte Molé émirent une objection qui semblait grave et déterminante :

« La diversité des matières dont les journaux sont en possession d'occuper le public, disait le duc de Broglie à la Chambre des Pairs, les met dans la nécessité de citer à chaque instant le nom d'une infinité de personnes. La critique littéraire ou théâtrale, les discussions politiques, la chronique du jour, blessent souvent

(1) V. Loi du 25 mars 1822, art. 11.

(2) Séance du 4 mars 1822, *Moniteur* du 13 mars.

quelques amours-propres. Que deviendra le journaliste et son entreprise si, chaque jour, il se voit obligé d'insérer une réponse ? »

Telle était bien aussi la pensée qui tourmentait le comte Molé, lorsqu'il proposa d'ajouter aux mots « toute personne nommée ou désignée » les mots « dans sa vie privée. »

Mais la Chambre des Pairs vit nettement l'immense inconvénient que présenterait l'adoption de cette addition au texte de l'article 11, et vota purement et simplement la proposition primitive.

LOI DU 9 SEPTEMBRE 1835

La loi du 9 septembre 1835 vint préciser les dispositions de celle de 1822, et les compléter sur un point. Elle décida, dans son article 17, que l'insertion des réponses et rectifications, devra avoir lieu dans le numéro qui suivra le jour de la réception.

Cette insertion devra être intégrale, et elle sera gratuite, à concurrence du double de la longueur de l'article auquel elle répondra.

Le surplus sera payé au tarif des annonces.

Ce droit, accordé par la loi de 1835 à ceux qui exercent le droit de réponse, a été l'objet de nombreuses critiques.

On lui a reproché de faciliter les élucubrations d'individus heureux de faire parler d'eux, et qui profite-

raient ainsi d'une réclame aussi éclatante que peu coûteuse... ce serait un encouragement à la prolixité et à débordement épistolaires de certains correspondants, désireux de voir leur prose figurer en bonne place.

On allait même jusqu'à prétendre — exagérerait-on, vraiment ? — que certains individus ingénieux et sagaces, susciteraient sur leur nom quelque polémique, rien que pour avoir l'occasion d'étaler leur style à bon compte.

Certes, ces inconvénients existent, et il serait à souhaiter que le droit de réponse comportât des limites ; mais nous verrons bientôt qu'un seul mot injurieux placé dans un entrefilet de cinq lignes ne pourrait souvent pas, en dix lignes, être efficacement et sérieusement réfuté.

★★

La loi du 27 juillet 1849 et le décret-loi du 17 février 1852 se référèrent, sur la question du droit de réponse, à la législation antérieure.

LOI DU 29 JUILLET 1881

Avant la loi du 29 juillet 1881, les dispositions relatives à la Presse étaient éparses dans un nombre considérable de textes. On a calculé, qu'avant sa promulgation, il n'existait pas moins de 42 lois comprenant 325 articles, sur cette question.

Beaucoup de ces textes faisaient double emploi ou

se contredisaient les uns les autres, et, au milieu de cet amas de dispositions légales, les intéressés avaient souvent bien de la peine à se reconnaître.

La loi de 1881 correspondait donc à un besoin et venait bien à propos. On la qualifie souvent de « Code de la Presse », et c'est à juste titre, car elle a unifié une législation jusque là disséminée dans des textes multiples.

Le but principal n'était donc pas de changer, mais de codifier ; c'est pour cette raison que le droit de réponse est conservé à peu près tel quel, dans la nouvelle loi.

De cette loi en elle-même, nous ne dirons rien dans ce chapitre, car ce sont ses dispositions qui feront la base de toute notre étude ; nous citerons seulement quelques extraits des travaux préparatoires, ayant trait à la discussion du droit de réponse.

Le texte de l'article 13 proposé à la Chambre ne parlait que de « rectifications » ; sur les observations de M. Cunéo d'Ornano, on a substitué très justement le mot « réponses » au mot « rectifications ».

M. Cunéo d'Ornano avait en effet remarqué : « Le mot rectification, semble indiquer que la réponse doit se borner au redressement d'un fait erroné ; mais il peut y avoir dans un article, autre chose qu'une articulation de fait ; il peut s'y trouver des réflexions, des considérations d'ordre purement moral, qui touchent à l'honneur de la personne nommée ou désignée.

« Ne faut-il pas, alors, que cette personne ait droit, non seulement à une simple rectification de fait, mais à une réponse plus générale ? » (1)

M. le député Sourigues avait proposé d'accorder à la personne désignée, en cas de retard apporté volontairement à l'insertion de la réponse, une indemnité fixe de 50 francs pour le premier mille d'exemplaires tirés du journal, plus 1 franc par chaque centaine d'exemplaires en plus.

Cette proposition fut repoussée. M. Sourigues demanda encore que le gérant du journal fût tenu, dans le cas où l'article injurieux ne serait pas signé, d'en faire connaître le rédacteur à n'importe lequel des individus mis en cause, ou de ses parents, qui en ferait la demande ; et ceci sous peine d'une amende de 1.000 à 3.000 francs.

Cette proposition n'eût pas plus de succès que la précédente.

Tel fut, très brièvement rapporté, l'historique du droit de réponse, tel qu'il est actuellement établi.

(1) Séance du 24 janvier 1884.

CHAPITRE II

QUI PEUT EXERCER LE DROIT DE RÉPONSE ET DANS QUELS CAS ?

La question de savoir qui peut exiger le droit de réponse est très délicate et très complexe.

Selon nous, profitent de ce droit :

- a) Toute personne nommée ou désignée ;
- b) Les héritiers d'une personne nommée ou désignée ;
- c) Les tiers, dans certains cas.

A. — PERSONNE NOMMÉE OU DÉSIGNÉE

L'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 est ainsi conçu :

« Le gérant sera tenu d'insérer, dans les trois jours de leur réception, ou dans le plus prochain numéro, s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, les réponses de toute personne NOMMÉE OU DÉSIGNÉE dans le journal ou écrit périodique... »

Il n'est donc pas nécessaire que l'on ait été désigné nommément, pour qu'on puisse exercer le droit de réponse ; il suffit qu'il ne puisse exister de doute sur la

personne que l'auteur a voulu viser dans son article. Tel est le sens général de la loi. On comprend que, par le vague même de cette formule, il soit difficile d'en déterminer l'application exacte à chaque cas.

Il faut entendre ce principe dans un sens assez large.

Il n'est point nécessaire que l'article incriminé ait porté atteinte à l'honneur et à la considération d'une personne, pour que le droit de réponse puisse légitimement s'exercer (1).

Le seul fait d'être nommé donne droit à réponse.

Cette affirmation fut apportée par la Cour de Cassation dans un arrêt du 29 novembre 1845 (2).

C'était à propos d'un procès intenté par M. Loyau de Lacy contre le journal *le Constitutionnel*, au sujet d'une pièce de cet auteur, *Le Lys d'Evreux*, représentée à l'Odéon, et dont le succès modeste avait été rapporté avec trop peu de bienveillance par la Presse parisienne.

Le nom de Loyau de Lacy est d'ailleurs célèbre dans les annales de la Presse, à propos du droit de réponse, et il n'est pas en dehors de notre sujet, de dire un mot de l'originale façon dont cet auteur entendait obtenir satisfaction.

Il avait conservé une rancune toute particulière contre le journal *Le Siècle* et contre ses rédacteurs. Libelles

(1) En ce sens : Lyon, 19 janv. 1826, D. *Presse*, 328-1°; Cass., 11 sept. 1829, *id.*

(2) D. 46-1-12.

et pamphlets pleuvaient sur la rédaction de ce périodique ; d'où, explications dans le journal.

Loyau de Lacy, armé du droit de réponse, remplissait alors plusieurs colonnes de sa prose, et avait la satisfaction de voir imprimer dans un journal ennemi, des théories qui lui étaient chères.

Mais bientôt, la Rédaction du *Siècle* préféra « ignorer » les attaques de Loyau de Lacy et organisa autour de lui la conspiration du silence. C'est alors que celui-ci s'avisa d'un moyen ingénieux de voir son nom figurer dans les colonnes du journal détesté :

Il avait publié un opuscule intitulé « *Histoire d'une cervelle conduite à Charenton par la lecture du « Siècle »* ».

Il se présenta un jour à la Rédaction du *Siècle* et exigea que l'on insérât une annonce de cette œuvre, annonce qu'il s'offrait d'ailleurs à payer.

Le gérant du journal se refusa catégoriquement à accueillir dans ses colonnes, une note destinée à faire savoir au public que, pour 2 fr. 50, on pouvait se procurer une brochure diffamant toute sa Rédaction.

Présentée par ministère d'huissier, l'annonce essuya le même refus.

Loyau de Lacy cita alors le gérant du *Siècle*, à fin d'insertion, devant le Tribunal de Commerce, mais il fut débouté.

Le Tribunal de la Seine décida en effet, que les journaux ont le droit de refuser l'insertion des annonces

qui ne leur conviennent pas, dans le cas même où elles ne seraient pas contraires à la loi, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, et, à plus forte raison, lorsqu'elles renferment quelque chose d'injurieux à leur égard (1).

La question du droit de réponse ne put donc pas se poser dans ce cas ; elle eut été fort intéressante à discuter.

La Cour de Cassation a, en effet, admis que le droit de réponse existe même au profit de celui qui a sollicité par démarches et par lettres le compte-rendu de son œuvre (2).

« Attendu que la demoiselle F.... a adressé au Gérant, avec demande d'insertion, une réponse à l'article qui la concernait ; mais que ce dernier s'est refusé à faire insérer cette réponse dans sa revue, par le motif que la demoiselle F., en sollicitant et en provoquant elle-même le compte-rendu de son roman, avait implicitement renoncé à tout droit de réponse. — Attendu, en droit, que les termes de l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881... sont généraux et absolus ; qu'ils donnent à toute personne nommée ou désignée dans un article de journal le droit d'y répondre et d'exiger l'insertion de sa réponse ; que c'est à celui qui exerce ce droit qu'il appartient de régler la forme et la teneur de sa réponse, et qu'il n'appartient aux tribunaux de limiter l'exercice de ce droit qu'autant que les termes de la réponse sont

(1) Trib. de la Seine, 30 nov. 1866, D. P. 66, 3. 112.

(2) V. Cass., 29 juin 1900. *Gaz. Pal.*, 1900, 2. 200.

contraires à la loi et aux bonnes mœurs, à l'intérêt légitime des tiers, à l'honneur ou à la considération du journaliste ; qu'en présence de la généralité des termes de la loi, il n'y a pas lieu à distinguer si l'auteur de la réponse avait ou non provoqué par démarches ou par lettres le compte-rendu de son œuvre... »

Cet arrêt donne un large champ d'application au droit de réponse, car il est peu de compte-rendus d'ouvrages, — on le dit, du moins — qui n'aient été sollicités.

★★

Un jugement du Tribunal de la Seine, en date du 2 mars 1898 (1) déclare qu'il faut « que la désignation soit claire et précise ; qu'elle vise une individualité non pas vague et générale, mais personnellement déterminée, exclusive de toute autre, et que toute personne au courant de la question traitée par l'article, reconnaisse à la lecture. »

De ce principe ainsi posé, on tire des conséquences assez rigoureuses pour restreindre le droit de réponse.

Il arrive fréquemment qu'une personne, dont un homonyme est cité dans un journal, de façon peu avantageuse, désire informer les lecteurs de cette feuille qu'elle n'a rien de commun avec l'individu en question.

Fort souvent, les journaux insèrent des « commu-

(1) *Gaz. Trib.*, 2 et 3 mars 1898.

niqués » ayant pour but de produire des explications de ce genre.

Mais ces notes sont, la plupart du temps, payées par l'intéressé, et la question s'est posée de savoir si, en pareil cas, l'homonyme avait le droit de réponse de l'article 13, et pouvait, par suite, exiger l'insertion gratuite de sa rectification.

On peut, en faveur de l'affirmative, soutenir que l'intéressé est *désigné* puisqu'un nom qui est le sien est cité dans le journal, dans de telles conditions qu'une confusion pourrait se produire.

Cela n'a pas été l'avis de la Jurisprudence, et un arrêt de la Cour de Paris, du 31 juillet 1879, décide, qu'en pareil cas, le droit de réponse est inadmissible, car l'article désigne en réalité une autre personne que celle qui prétend exercer ce droit.

On peut faire remarquer que c'est précisément parce que l'article en question vise une autre personne, que l'homonyme malchanceux a intérêt à voir insérer sa rectification.

Enfin, un jugement du Tribunal de la Seine (1) a même déclaré qu'une personne, *quoique nommée expressément*, ne peut pas exercer le droit de réponse si son nom est très répandu, et si l'article ne contient aucune précision qui permette de la reconnaître sans erreur.

Le requérant était d'ailleurs bien la personne même que l'auteur de l'article avait voulu désigner.

Voilà un jugement dont les conséquences pourront paraître dures, à ceux auxquels leur père a transmis un nom que beaucoup d'autres portent avec eux.

Cette décision nous paraît de plus contraire à la lettre de la loi, car elle refuse le droit de réponse à une personne non seulement *désignée*, mais encore *nommée*.

★★

De ce que le texte de la loi admet que les personnes seulement « désignées » dans un article ont la faculté d'exercer le droit de réponse, il faut conclure que, toutes les fois qu'il ne pourra exister de doute sur la personnalité que l'auteur a voulu viser dans son article, même si elle n'est pas nommée, l'article 13 sera applicable.

Tel serait le cas d'une personne désignée par un sobriquet, un surnom suffisamment distinct et personnel.

Dans un grand nombre de cas aussi, les initiales suffiront à justifier la prétention au droit de réponse de la personne visée.

C'est là une question qui est laissée à l'appréciation des Tribunaux. Il faut, en règle générale, que les initiales soit suffisamment transparentes et permettent, à elles seules, de reconnaître facilement la personnalité mise en cause. Un jugement du Tribunal de la Seine (1)

(1) 6 déc. 1899. Rec., *Gaz. Trib.*, 1^{er} janv. 1900.

décide qu'une personne n'est pas suffisamment désignée par ses initiales, et, par suite, ne peut exercer le droit de réponse, lorsque, pour retrouver son nom, il faudrait se référer à une revue qui n'est pas dans le commerce :

« Attendu que les initiales figurant dans l'article, ne peuvent suffire à désigner les plaignants ; qu'il faudrait, pour arriver à retrouver leur personnalité ainsi dissimulée, se référer à une revue maçonnique qui ne se trouve pas dans le commerce, et qui n'est pas publiquement mise en vente ;..... qu'il suit de là que les plaignants ne sont pas fondés à réclamer l'exercice du droit de réponse... »

★★

L'article 12 de la loi de 1881, accorde aux dépositaires de l'autorité publique un droit spécial :

Ils peuvent faire insérer en tête du plus prochain numéro du journal ou écrit périodique des *rectifications*, toutes les fois qu'un acte de leur fonction y est inexactement rapporté.

Ce droit de rectification ne doit donc pas être confondu avec le droit de réponse ; il est plus absolu que ce dernier et comporte une sanction plus grave.

L'amende, en cas de contravention est, en effet, de 100 à 1.000 francs, tandis qu'elle n'est que de 50 à 500 francs pour le droit de réponse.

Mais ce droit de rectification est-il incompatible avec

le droit de réponse ? En d'autres termes, un dépositaire de l'autorité publique qui jouit du droit de rectification peut-il exercer en même temps le droit de réponse ?

La Cour de Cassation a jugé l'affirmative (1) :

« Attendu qu'aux termes du susdit article 13, le gérant d'un journal est tenu d'insérer les réponses de toute personne nommée ou désignée dans le journal ; que ces mots « toute personne », excluent manifestement la distinction proposée par le pourvoi entre les simples particuliers et les dépositaires de l'autorité publique ; et que du droit de rectification accordé à ces derniers par l'article 12, on ne peut pas conclure que la loi de 1881 ait voulu leur refuser le droit de réponse, puisque déjà, dans la législation antérieure, ces deux droits leur appartenaient concurremment. »

Les dépositaires de l'autorité peuvent donc exercer cumulativement, et le droit de réponse, et le droit de rectification.

★★

La Jurisprudence accorde le droit de réponse aux journalistes qui sont attaqués par leurs confrères, car, s'ils disposent d'un organe pour répondre, ce journal ne s'adresse généralement pas à la même catégorie de lecteurs (2).

(1) Cass., 18 juillet 1896. D. P. 97, 1. 55.

(2) V. Cour de Rouen, 5 nov. 1897. S. 98, 2. 38.

Refuser ce droit aux journalistes eût d'ailleurs été aller contre la lettre et l'esprit de la loi.

Mais, le droit que la Jurisprudence reconnaît aux journalistes, la Cour de Cassation le refuse aux journaux (1) :

« Attendu que les lois pénales doivent être interprétées restrictivement ; que sans doute il peut être jugé en fait que l'article qui nomme un journal, a entendu désigner une ou plusieurs personnes déterminées, telles que le gérant, le directeur ou les administrateurs, auquel cas ces personnes sont certainement investies du droit de réponse ; mais que ce droit ne saurait appartenir au journal lui-même lorsqu'il a été nommé, parce que le journal ne constitue pas une personne. »

La portée de cet arrêt est considérable.

Il suffit donc de prendre la précaution de ne parler que du journal *in globo*, sans désigner aucun de ses rédacteurs, pour que ceux-ci se voient refuser le droit de réponse, sous prétexte que le journal n'est pas une personne.

Ce serait une arme formidable entre les mains d'individus de mauvaise foi.

Prenons un exemple :

Un journal pourrait dire d'un confrère : « malgré ses apparences modérées, tel journal cache des menées d'avant garde. »

(1) V. Cass., S. 1897, 1. 408.

Pareille affirmation pourrait causer le plus grand tort au journal en question ; il ne pourra cependant pas user du droit de réponse, sans pouvoir davantage, dans ce cas, intenter efficacement une action en diffamation.

La solution donnée par la Cour de Cassation n'est pas, croyons-nous, conforme à l'équité.

Est-elle basée sur un sérieux fondement juridique ?

La raison pour laquelle la Cour de Cassation refuse à un journal le droit de réponse, c'est qu'il ne constitue pas une *personne*.

Il y a cependant des collectivités qui ne sont pas des personnes et auxquelles la Cour de Cassation a accordé le droit de réponse.

Un arrêt du 31 décembre 1835 déclare que les corps constitués ont le droit de faire insérer leur réponse dans les journaux où ils sont désignés. La Magistrature n'est pas une personne. L'arrêt de 1835 lui donne le droit de réponse (1).

Le journal n'est pas non plus une personne. Pourquoi n'a-t-il pas le même droit ?

Un régime identique devrait, semble-t-il, être appliqué aux collectivités qui ne sont pas des personnes.

**

La Jurisprudence, voulant limiter — dans une mesure très restreinte, d'ailleurs — les cas où le droit de

(1) V. D. *Presse*, 352.

réponse doit être admis, décide que la personne désignée ne peut exiger l'insertion de la réponse, qu'autant qu'elle y a intérêt, et c'est aux tribunaux qu'il appartient d'apprécier cet intérêt (1).

En pratique, on trouvera peu de cas dans lesquels une personne désignée n'aura pas un intérêt — si minime soit-il — à répondre à un article qui l'aura visée.

D'autant plus qu'il faut entendre cette restriction dans son sens le plus étroit ; une susceptibilité, un simple intérêt d'amour-propre justifient la réponse.

Il est malheureusement impossible d'établir un criterium, capable de déterminer les cas où l'on a intérêt à répondre. Les tribunaux ont, pour ce faire, un pouvoir d'appréciation dont les manifestations donnent lieu aux décisions les plus diverses et les plus contradictoires.

Du principe qu'un intérêt — même infime, — suffit à justifier le droit de réponse, il faut logiquement conclure que le droit existe à l'égard de la critique purement littéraire d'une œuvre dramatique et artistique.

La question s'était posée lors d'une affaire fort intéressante qui fut plaidée en 1897. Un auteur dramatique, M. Dubout, avait fait jouer à la Comédie Française une pièce en vers, *Frédégonde* qui avait été assez malmenée par plusieurs critiques.

(1) En ce sens : Paris, 20 février 1836. D. *Presse*, 329-2°.

Les avis étaient d'ailleurs très partagés sur la valeur littéraire de cette pièce, que les uns déclaraient « admirable » et les autres « absurde ».

M. Jules Lemaitre avait fait paraître dans la *Revue des Deux-Mondes* une critique assez acerbe de cette œuvre. Il s'en prenait surtout au quatrième acte que la majorité des critiques dramatiques avaient au contraire déclaré être fort beau.

M. Dubout, en guise de réponse à ce long article, somma la *Revue des Deux-Mondes* d'insérer en même place tout ce quatrième acte.

Il affirmait à l'appui de cette prétention — d'ailleurs assez logique — qu'une réponse explicative de lui, n'aurait aucun effet vis-à-vis des lecteurs de la *Revue*, et qu'il ne pouvait y avoir, pour lui, de meilleur argument que de les faire juges de son œuvre.

La *Revue des Deux Mondes* refusa d'insérer. Le procès fut plaidé devant le Tribunal Correctionnel de la Seine où M. Dubout fut débouté. En appel, au contraire, on fit droit à sa demande (1).

L'affaire alla en Cassation où, à la date du 17 juin 1898 (2), la Chambre Criminelle consacra le droit de réponse à l'égard de la critique purement littéraire d'une œuvre dramatique ou artistique :

« Attendu que l'article 13 précité, ne distingue pas entre les diverses publications périodiques qui peuvent

(1) L'avocat de M. Dubout était M^e Gondinet.

(2) V. D. P. 99, 1. 289.

donner lieu à l'exercice du droit de réponse ; qu'il s'applique à toutes sans exception, et quelle que soit la nature des faits, ou des réflexions à l'occasion desquels celui qui répond a été nommé ou désigné ; qu'il importe peu en effet, contrairement à la prétention du pourvoi, que la réponse ait été provoquée, en dehors de toute attaque personnelle, par la critique purement littéraire d'une œuvre dramatique ou artistique volontairement offerte au jugement du public et de la Presse ; qu'il serait facile de montrer que, même dans ce cas, l'auteur dont l'œuvre est discutée, peut avoir intérêt à la défendre dans le journal où elle a été attaquée, mais qu'en présence de la généralité des termes de la loi, il suffit de constater que la distinction proposée en faveur de la critique littéraire est juridiquement impossible ».

Cet arrêt confère donc, de la façon la plus formelle, le droit de réponse, à tous ceux qui seront visés par une critique littéraire sur une œuvre, quelle qu'elle soit.

Les conséquences pourraient en être terribles pour les journaux qui font tous, maintenant la critique littéraire, et qui pourraient voir leurs colonnes submergées par la prose d'auteurs outragés.

Mais ce danger n'est pas imminent actuellement, car beaucoup d'auteurs maltraités, jugent avec raison qu'un silence prudent, est plus sage qu'une réponse un peu vive... Beaucoup d'auteurs, disons-nous, mais pas tous ; car il en est quelques-uns qui, par une soif insatiable de

réclame, préfèrent qu'on parle d'eux — fût-ce dans les termes les moins flatteurs — pourvu qu'on en parle !

★★

La Cour de Cassation a jugé qu'il n'est pas nécessaire que la réponse ait lieu à propos de l'article même où l'on a été nommé, si l'on établit une corrélation entre cet article et un autre, publié un jour précédent ou suivant (1).

★★

Le droit de réponse comporte le droit de répliquer aux observations dont le journal a fait suivre sa réponse.

Il s'agit du cas — très fréquent — où, une réponse étant insérée, le journal la fait précéder ou suivre de remarques désobligeantes pour son auteur, ou de commentaires qui en faussent le sens.

En pareil cas, l'auteur de la lettre, a le droit d'exercer à nouveau le droit de réponse et d'exiger l'insertion d'une nouvelle rectification, exactement par la même procédure et par les mêmes moyens que la première fois.

Ce n'est pas une simple tolérance dont jouit l'individu attaqué ; c'est un droit qu'il peut faire valoir.

(1) En ce sens : Cass., 1^{er} mars 1838. D. Presse, 328-3°.

L'admission de ce droit semble autoriser d'interminables polémiques ; en réalité, il est difficile de l'éviter, et le dénigrement serait vraiment par trop facile, si les journaux ou périodiques, pouvaient impunément joindre aux lettres de réponse qui leur sont adressées, des commentaires inexacts ou des réflexions ironiques, qui pourraient parfaitement dénaturer le sens de la lettre de rectification.

Le moindre mot d'appréciation joint à la lettre donnera lieu à réponse.

Si les journalistes veulent éviter de trop longues polémiques, ils n'ont qu'à insérer la lettre, telle quelle, sans commentaires ni réflexions. La discussion sera close ainsi.

De nombreuses décisions jurisprudentielles sont intervenues en cette matière, et toutes dans le même sens.

Nous citerons notamment un arrêt de la Cour de Cassation du 24 août 1832 (1) et un arrêt plus récent du 21 février 1889 (2), qui renferme cet « attendu » explicite :

« Attendu que le droit de réponse entraîne nécessairement le droit de répliquer aux observations qui peuvent accompagner une réponse régulièrement insérée ; que s'il en était autrement, cette disposition de la loi serait illusoire, et l'intérêt de la défense auquel elle a eu pour but de pourvoir, insuffisamment protégé ».

(1) D. *Presse*, 331.

(2) Cass., 21 février 1889. D. P. 89, 1. 189.

La question est donc nettement résolue.

★★

LES INCAPABLES PEUVENT EXERCER LE DROIT DE RÉPONSE

Les termes de l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 sont on ne peut plus larges :

« Toute personne » dit-elle... Il faut donc reconnaître le droit de réponse à tout être humain, sans exiger de lui des conditions spéciales.

On doit donc décider que les *incapables* sont aptes à exercer le droit de réponse.

Une femme mariée, un mineur, un interdit, peuvent exiger l'insertion d'une réponse dans un journal qui les aura nommés ou désignés.

Leur droit est, en cette matière, identique à celui des personnes pleinement capables.

On a voulu refuser aux incapables le droit de réponse, en disant que l'exception faite à leur incapacité générale, pour l'exercice de ce droit, ne se justifiait en aucune manière.

Nous ferons observer que l'article 13, dans sa rédaction, entend accorder le droit de réponse de la façon la plus large et la plus complète. Il s'agit, d'ailleurs, là, non pas d'une faveur accordée à l'incapable, mais du droit de défense qui lui est reconnu.

On ne pourrait pas soutenir que la qualité d'incapable

devrait aller jusqu'à empêcher le mineur, l'interdit ou la femme mariée, de se justifier quand ils auraient été attaqués publiquement.

Nous venons d'exposer que les incapables peuvent exercer le droit de réponse au même titre que les personnes pleinement capables.

Là où leur situation est différente, c'est quand le gérant refuse d'insérer.

En pareil cas, d'après les termes de l'article 63 du Code d'Instruction criminelle, l'incapable pourra porter plainte, sans assistance ni autorisation.

Mais si l'incapable veut se porter partie civile, ou si l'action publique n'est pas mise en mouvement d'office, il est impossible aux mineurs, aux femmes mariées et aux interdits d'aller plus avant.

Ils devront, suivant les règles du droit commun, agir par leurs représentants légaux, père, mari, tuteur, car ils ne peuvent intenter personnellement aucune action, quelle qu'elle soit.



En résumé, la Jurisprudence admet le droit de réponse de la façon la plus libérale.

Tout « journal » ou « écrit périodique » qui a nommé ou désigné une personne, peut être tenu d'insérer sa rectification.

En règle générale, tous les articles d'un périodique ou d'un journal, donnent droit à la réponse.

Il a même été décidé (1) qu'un compte-rendu d'une séance publique, entraînait, pour celui qui a été nommé ou désigné dans son contenu, le droit de réponse.

Il s'agissait en l'espèce d'un compte-rendu d'une séance de Conseil Municipal.

« Attendu... que l'exercice d'une faculté qui se rattache au droit de défense personnelle, doit toujours trouver place là où l'attaque s'est fait jour, et obtenir par la même voie le bénéfice de la publicité, qui ne peut être le privilège de l'attaque... »

La jurisprudence semble donc reconnaître, sauf de très rares exceptions, que partout où, dans un journal ou un écrit périodique il y a attaque, même déguisée, le droit de réponse existe.

B. — HÉRITIERS D'UNE PERSONNE NOMMÉE OU DÉSIGNÉE

L'article 34 de la loi de 1881 reconnaît formellement aux héritiers le droit de réponse, pour les faits imputés au *de cuius*.

Il faut évidemment entendre là le mot « héritiers » dans un sens relativement restreint. Ainsi, si le *de cuius* a laissé plusieurs héritiers à des degrés différents, seuls, ceux du degré le plus rapproché pourront exercer le droit de réponse. S'il y a plusieurs héritiers du même degré, il faut leur reconnaître à tous ce même droit.

(1) Cass., 20 mars 1884. D. P. 85, 1. 133.

Une curieuse application de l'article 34 a été faite par M. de Bourmont.

Son grand'père, le général comte de Bourmont avait été accusé par le journal *le Petit Caporal*, d'avoir passé à l'ennemi en 1815.

Le *Petit Journal* reprit à son compte cette affirmation.

M. de Bourmont demanda l'insertion d'une réponse qui lui fut refusée.

Le Tribunal de la Seine confirma ce refus d'insertion, à la date du 7 juin 1899, mais la Cour de Paris infirma ce jugement, le 15 novembre 1899 (1).

«... Considérant qu'il résulte de l'écrit en question et de toutes les circonstances de la cause, qu'en invoquant l'exemple du général de Bourmont, J... n'a fait qu'user légitimement du droit incontesté, appartenant à tout écrivain, de rappeler les actions d'un personnage historique, de les discuter et de les apprécier selon ses vues ; mais qu'il importe peu, en ce qui touche le droit de réponse, que nul reproche ne puisse être adressé au journaliste ; qu'en effet, le droit de réponse ne suppose pas un délit ou un quasi-délit commis par l'écrivain ; qu'il est fondé sur l'intérêt présumé qu'a la personne nommée ou l'héritier de celle-ci, à réfuter les imputations produites, et que cet intérêt est le même, quels que soient la légitimité de ces imputations ou le mobile qui les a dictées ; — qu'aussi la loi n'a fait aucune dis-

(1) V. *La Loi*, 29 janvier 1900.

inction, même en ce qui concerne les héritiers ; qu'après avoir disposé que les articles 29, 30 et 31, ne sont applicables aux diffamations ou injures dirigées contre la mémoire des morts, que dans le cas où les auteurs de ces diffamations ou injures, auront eu l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers vivants, l'article 34 de la loi du 29 juillet, ajoute dans son second paragraphe : « ceux ci pourront toujours user du droit de réponse prévu par l'article 13 ; que le terme « toujours » n'est conciliable avec aucune exception ou restriction ; qu'au contraire le droit de réponse ainsi conféré dans tous les cas à l'héritier, est, aux termes exprès dudit article 34, celui-là même qui est prévu par l'article 13 au profit des personnes vivantes, lequel est général et absolu, et appartient à toute personne nommée ou désignée ; qu'il suit de là que l'héritier a le droit de répondre toutes les fois que son auteur a été nommé ou désigné. »

C'est, croyons nous, le seul arrêt qui ait donné une solution aussi nette à la question.

Il faut donc en conclure que la loi de 1881, appliquée exactement dans son article 34, donne aux héritiers d'une personne nommée ou désignée, le droit de réponse de la façon la plus complète.

Le droit de réponse appartenant aux héritiers, doit-il être reconnu à un enfant naturel dont l'auteur décédé a été l'objet d'une diffamation, d'une injure, ou seulement d'une imputation inexacte ?

La Cour de Cassation a rendu, à ce propos, l'arrêt suivant :

« Attendu que les enfants naturels ne sont pas héritiers ; — Mais attendu que ces enfants qui portent le nom que leur attribue l'acte de naissance, ont le droit et le devoir de défendre ce nom et la mémoire de celui qui l'a transmis contre les outrages et les diffamations ». (1)

Cet arrêt reconnaît donc le droit de réponse à un enfant naturel dont l'auteur a été nommé ou désigné. C'est, croyons nous, donner à la loi une extension que les textes — très précis — qui ne parlent que d' « héritiers », permettent difficilement.

Il n'est pas nécessaire que l'auteur de l'article ait eu une intention malveillante contre le défunt ou contre l'héritier, pour que celui-ci puisse exercer le droit de réponse. Il suffit, d'après la Cour de Cassation, que le *de cujus* ait été nommé ou désigné (2) :

« Attendu que le droit de réponse, spécialement accordé aux héritiers par le deuxième paragraphe de l'article 34, est étroitement limité, par les termes mêmes de l'article, aux cas prévus par le premier paragraphe ; que les héritiers des personnes contre la mémoire desquelles les diffamations ou injures ont été dirigées, peuvent seuls user du droit de réponse, en se conformant à l'article 13 ; — Attendu que ce droit permet de

(1) Cass., 27 mai 1884.

(2) En ce sens : Cass., 10 mai 1900. *Gaz. Pal.*, 1900, 1. 779.

repousser toute attaque injurieuse, toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne décédée, à laquelle il est imputé ; qu'il peut s'exercer pour défendre la mémoire de la personne attaquée, et conserver intact son patrimoine moral, sans qu'il soit nécessaire que l'écrivain ait eu, en rédigeant son article, une intention malveillante à l'égard du défunt ou des héritiers ».

Cet arrêt donne donc aux héritiers un pouvoir très étendu, et leur reconnaît le droit de réponse dans un grand nombre de cas.

Il serait nécessaire, croyons-nous, de limiter ce droit excessif, qui entraverait et annihilerait la liberté de critique indispensable aux historiens.

C. — LES TIERS QUI PEUVENT EXERCER LE DROIT DE RÉPONSE

Nous affirmions au début de ce chapitre que les tiers, dans certains cas, pouvaient exercer le droit de réponse.

Nous entendons par tiers, des personnes autres que les héritiers d'une personne nommée ou désignée, qui n'ont même pas été désignées elles-mêmes.

La Jurisprudence nous donne quelques exemples de ce cas particulier. Nous allons les mentionner brièvement.

Le fabricant exclusif d'un produit qui est décrié, peut,

d'après la jurisprudence, exercer le droit de réponse, bien que son produit seul ait été attaqué.

Cette décision a été consacrée par un curieux arrêt de la Cour d'Amiens dont nous extrayons ces passages :

« Considérant que... Raquet a fait paraître sous sa signature un... article intitulé... « le coup du dépôt » ; considérant que dans cet article, après avoir condamné les manœuvres prétendues répréhensibles, employées par certains placiers ou acheteurs de première ou de seconde main de la *Lactéine*, produit destiné à l'alimentation du bétail, Raquet traite notamment le produit de « précieuse drogue » ; que, dans le même article, *in fine* Raquet conteste les qualités de la *Lactéine* dont les 100 kilogrammes n'auraient, suivant lui, qu'une valeur de six à huit francs, laissant croire que cette basse évaluation s'appuyait sur une analyse ; — considérant que D... est le seul fabricant en France de la *Lactéine*, dont le nom et la marque sont sa propriété, garantie par un dépôt régulier effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de la Seine ; que, *par suite*, il se trouve nettement désigné par l'article incriminé comme fabricant et vendeur de ce produit... »

Cette décision est grosse de conséquences, car elle considère comme « désignée » une personne dont l'individualité n'avait pas été mise en cause, et ne pouvait être connue que d'une infime minorité.

Mais, voici une décision plus curieuse encore : Une personne, dont la mère a été nommée à propos de l'ob-

tention d'un bureau de tabac a, d'après la Cour de Paris, le droit de réponse (1) :

« Considérant que... l'*Avenir de Pontoise* prétendant que les bureaux de tabac sont réservés, soit aux sénateurs et aux députés, soit à leurs parents et amis, « au détriment des veuves d'officiers qui meurent sans fortune » cite à l'appui de ces allégations « M^{me} H... veuve du secrétaire général de la questure de la Chambre des députés » ; que si Gustave H... n'est pas expressément nommé dans cet article, il y est manifestement désigné ; qu'il résulte en effet, de la façon la plus claire de l'ensemble de l'article, que la dame veuve H... devrait sa nomination à l'influence de son fils, Gustave H..., député du département de Seine-et-Oise ; — Que c'est donc à bon droit que les premiers juges ont décidé que le demandeur était fondé à exiger du gérant l'insertion, dans les termes de l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881, d'une réponse à l'article du 12 mai 1889. »

La Jurisprudence semble donc faire preuve d'une très large tolérance dans l'application de la loi.

Toutefois, le Tribunal de la Seine (2) avait jugé en 1870 que le droit de réponse n'est pas ouvert à une personne, par cela seul qu'il est question d'une situation qui lui est commune avec d'autres personnes, si l'article est conçu de façon générale et n'attire pas spécialement l'attention sur elle.

(1) 25 nov. 1889. D. P. 90, 2. 216.

(2) 2 février 1870, D. 70, 3. 39.

Enfin, il faut reconnaître au représentant d'un incapable, la faculté d'exercer en son nom le droit de réponse (1).

La question devient bien délicate, et ne saurait être — selon nous — tranchée catégoriquement, dans le cas où l'incapable, la femme mariée, par exemple, s'oppose à ce que ce droit soit exercé en son nom.

C'est une question qui devra comporter autant de solutions que d'espèces.

(1) Dijon, 29 mars 1882, D. 82, 2. 135.

CHAPITRE III

CONTRE QUI L'ACTION PEUT-ELLE ÊTRE DIRIGÉE ?

« Le gérant sera tenu... » dit l'article 13 de la loi de 1881. C'est donc le gérant qui est responsable.

D'autre part, ces mots nous prouvent que le droit de réponse n'existe que pour les publications dans lesquelles il y a un gérant responsable, c'est-à-dire les journaux et périodiques.

Le droit de réponse ne doit pas être admis contre les auteurs ou éditeurs de brochures, livres, ouvrages, etc, toutes publications dans lesquelles il n'y a pas de gérant responsable.

Par suite, un article qui a été, dans un journal, l'objet d'une réponse, peut être reproduit isolément dans un écrit non périodique, et l'auteur de la réponse n'est recevable à s'en plaindre, qu'autant qu'il justifie d'un préjudice.

C'est alors de l'action en diffamation dont il disposera, et de cette action seule, car le principe que le droit

de réponse ne peut s'exercer qu'à l'égard des journaux ou écrits périodiques, ne comporte aucune exception.

La rédaction de la loi ne laisse aucun doute ; c'est au gérant que l'on doit envoyer sa réponse, et non pas à l'auteur de l'article non plus qu'au directeur ; c'est contre le gérant que l'action sera intentée au cas de refus d'insertion.

Mais, un cas peut se présenter, et se rencontre, en effet souvent dans la pratique.

Il est des journaux qui paraissent brusquement pour quelque temps ; juste le temps suffisant pour exploiter un scandale, pour jeter le discrédit sur un groupe, pour diffamer, vilipender, attaquer et calomnier certains hommes en vue.

Ces journaux ont bien un gérant, mais ils cessent bientôt de paraître. Après avoir lancé leur venin, ils s'arrêtent et disparaissent.

Il est, dans ces conditions, impossible de faire insérer une réponse dans un journal absent. Les tribunaux pourraient alors autoriser l'insertion de la réponse dans une autre feuille, aux frais du gérant du journal qui a cessé de paraître.

Il est de toute évidence qu'en pareil cas, l'insertion ne serait pas gratuite ; le périodique qui insère n'a pas, en effet, à éprouver un préjudice quelconque du fait de son trop fugitif confrère.

Si l'attaque du journal disparu a été éclatante, et s'il apparaissait vraiment qu'une insertion dans un autre

journal fût insuffisante, les Tribunaux pourraient ordonner l'affichage de cette réponse aux frais du gérant (1).

Les gérants de certains journaux sont souvent difficiles à atteindre, et nombre de périodiques choisissent, pour cette fonction, des hommes de paille qui n'ont fréquemment que des affinités très vagues avec la littérature.

Il nous souvient d'un gérant de ce genre qui, comparissant en Cour d'Assises pour délit de presse, déclara placidement au Président qui lui demandait s'il avait eu connaissance de l'article incriminé : « Moi, mon Président, je ne sais pas lire ! »

★★

Il se pourra que le gérant soit inconnu, ou qu'il soit à l'étranger ; parfois encore, pour une raison quelconque, volontairement ou non, il restera introuvable.

En pareil cas, il faut bien qu'il y ait une personne responsable, car l'individu qui veut user du droit de réponse, ou poursuivre pour refus d'insertion, doit trouver quelqu'un en face de lui.

Les personnes responsables, à défaut du gérant seront, d'après l'article 42 de la loi de 1881 :

Les éditeurs, quelles que soient leurs dénominations.
A leur défaut, les auteurs.

(1) En ce sens : Metz, 23 mai 1850. D. 51, 2. 55.

A défaut des auteurs, les imprimeurs.

A défaut des imprimeurs, les vendeurs, distributeurs ou afficheurs.

La personne nommée ou désignée aura donc toujours devant elle, un responsable, auquel elle pourra s'en prendre si le gérant est introuvable.

★★

La loi ne détermine pas de quelle façon la réponse doit être portée à la connaissance du gérant de la publication.

En tous cas, c'est à celui qui répond — selon les règles du droit commun — de prouver que sa réponse est bien parvenue entre les mains du gérant.

Il est donc très important de savoir de quoi résulte la mise en demeure.

Si la réponse est insérée sans difficulté, la question n'a aucun intérêt. C'est dans le cas où la réponse n'est pas insérée que la solution à donner a toute son utilité.

Le plus souvent, la réponse est adressée au gérant par lettre recommandée ; quelquefois, par une simple lettre.

Dans d'autres cas aussi, la réponse est portée aux bureaux du journal et délivrée contre un reçu.

Enfin, quand la réponse est faite par huissier, la preuve résulte de la signification.

La question s'est posée de savoir si un gérant avait été mis en demeure d'insérer une réponse, alors que celle-ci

lui était parvenue par une lettre recommandée qu'il avait refusée.

Le gérant affirmait, qu'ayant refusé la lettre — ce qui était son droit — il ne pouvait connaître son contenu et, par conséquent, insérer la réponse.

Son adversaire démontrait que s'il avait refusé cette lettre, c'était précisément parce qu'il s'était rendu compte qu'elle contenait une réponse.

La Cour de Paris a jugé que le gérant ne peut pas être considéré comme mis en demeure (1) :

« Considérant que c'est à tort que l'abbé Lamblin soutient que le gérant d'un journal est tenu d'insérer les réponses dès que la lettre qui les contient a été présentée par le facteur des postes, alors même qu'il a refusé de l'ouvrir et de la recevoir ; que le gérant n'est pas tenu de faire l'insertion d'une réponse sans en connaître les termes, et sans avoir pu apprécier si la réponse n'était pas de nature à préjudicier aux droits des tiers... »

Cette thèse n'est pas soutenable, croyons-nous, car, en pareil cas, les gérants auraient vraiment trop beau jeu, s'il leur suffisait de refuser une lettre pour n'être pas tenus de l'insertion d'une réponse.

Ce serait alors obliger toutes les personnes visées dans un article, à signifier leur réponse par exploit d'huissier, ce qui serait véritablement excessif.

(1) En ce sens : Paris, 26 juin 1897. D. P. 98, 2. 265.

L'arrêt de la Cour de Paris déclare qu'on ne peut être tenu de l'insertion d'une réponse si l'on n'en connaît pas les termes... mais à qui incombe la responsabilité de cette ignorance ? Ce serait, d'après la Cour de Paris, à l'auteur de la réponse ?

Il faudrait, pour que cette théorie fût applicable, que le gérant ait pu justifier de raisons valables et sérieuses de refuser cette lettre, qu'il aurait prise pour une autre.

Sur la même question, le Tribunal d'Annecy a jugé que le gérant devait être considéré comme mis en demeure (1).

« Attendu qu'il est bien prouvé que le prévenu n'a pas voulu insérer la dite réponse qui lui est parvenue ; qu'il s'est mis lui-même dans l'impossibilité de la publier en refusant d'en prendre livraison ; — qu'il ne peut tirer de cette impossibilité provenant de son fait, de sa mauvaise volonté, un motif légitime lui ayant permis de ne pas remplir son obligation ; qu'en effet, si l'on admettait cette manière de procéder consistant à ne pas vouloir recevoir une réponse, la mauvaise foi trouverait des échappatoires, même avec les exploits d'huissier, et le droit de répondre deviendrait bien souvent illusoire, surtout lorsque la signification ne serait pas faite à personne, par suite de l'absence du gérant ou de la fermeture de son domicile pouvant être intentionnelles ».

(1) 25 février 1896, *Gaz. Trib.*, 10 avril 1896.

Il semble que ces considérations soient irréfutables, et on ne comprend guère comment la Cour de Paris a pu rendre un arrêt en sens contraire, et débouter le demandeur !... Le demandeur appartenait au clergé.

En tous cas, le principe nettement établi, est que le gérant sera en faute quand l'auteur de la réponse prouve que sa lettre est parvenue au gérant, sans que l'insertion ait eu lieu.

Le Tribunal d'Angers avait rendu un jugement confirmant ce principe ; la Cour d'Angers infirma ce jugement. L'affaire alla en Cassation, et l'arrêt du 13 mars 1908 décida que la réponse pouvait être remise sous n'importe quelle forme, à charge, pour la partie poursuivante de prouver que le gérant a été mis en demeure d'insérer. « Attendu que la loi précitée (la loi du 29 juillet 1881) n'ayant pas déterminé le mode suivant lequel devrait être effectuée la remise au gérant, de la réponse qu'il est tenu d'insérer dans les trois jours de la réception, cette remise peut avoir lieu sous n'importe quelle forme, mais que la partie poursuivante a charge de prouver, par tous les moyens autorisés en matière pénale, que le gérant a été mis dans le cas d'insérer la réponse et que, à défaut de l'avoir fait, il est en état de délit ; que c'était donc dans l'état de fait, tel qu'il se présentait spécialement en la cause, que le juge du fond avait à rechercher la solution du litige ; qu'il lui incombait de vérifier si, eu égard aux divers éléments d'appréciation existant au cas particulier de l'espèce, et que

l'arrêt s'est abstenu à tort de spécifier, le refus de recevoir la réponse n'avait été, de la part du gérant, qu'un moyen d'éluder la loi ;... que la thèse de droit d'où la Cour d'appel a déduit la relaxe des défendeurs, doit être condamnée, en ce qu'elle prétend exclure juridiquement une forme déterminée de procédure, alors que la loi n'en exclut aucune ; que, dès lors, reposant uniquement sur cette déclaration de principe, en dehors de toute considération spéciale à l'espèce, l'arrêt ne peut être maintenu. »

Mais, la Jurisprudence va plus loin ; elle admet, en effet que, dans certains cas, le gérant peut être tenu d'insérer la réponse, même si ce n'est pas à lui que cette réponse est parvenue, mais à un tiers.

Il arrive en effet, souvent, que des personnes, peu au courant de la législation sur la Presse, croient devoir adresser au directeur du journal, ou à son rédacteur en chef, une rectification concernant un article paru dans leur périodique.

Ce n'est pas le gérant, en pareil cas, qui a reçu la réponse. La Cour de Metz a décidé, cependant, qu'il avait le devoir d'insérer (1).

Elle a trouvé, en effet, que le journal en faute ne devrait pas profiter d'une erreur, à la vérité assez légère, et qu'il y aurait sévérité excessive, à refuser dans ces conditions, l'insertion de la réponse.

(1) V. Metz, 23 mai 1850. D. P. 51, 2. 55.

Le premier devoir du directeur ou du rédacteur en chef, est, sans aucun doute, de faire parvenir au gérant une missive qui lui est implicitement destinée. Car, il est de toute évidence que la personne qui use du droit de réponse, entend envoyer son épître, non pas plus au directeur qu'au rédacteur en chef, mais bien à la personne responsable.

Le même arrêt a décidé que le gérant devait insérer la réponse, même si l'enveloppe qui la contenait avait été remise, non à son domicile ou à sa personne, mais au bureau de rédaction du journal.

Ces dispositions constituent, à notre sens, une interprétation un peu large de la loi, et nous semblent inspirées par une indulgence excessive, mais on comprend, d'autre part, que la Cour de Metz, ayant mis en balance, d'un côté, l'intérêt d'un journal qui a dénigré ou difamé, de l'autre, les droits d'un individu ignorant de la loi, mais qui est dans la nécessité de se défendre, ait témoigné à ce dernier une assez grande bienveillance

★★

Il est important de remarquer que le gérant est tenu d'insérer la réponse d'une personne nommée ou désignée dans tout article paru dans son journal.

C'est en vain que le journal allèguerait que le droit de réponse n'existe qu'à l'égard des articles qui proviennent de sa rédaction habituelle, de ses collaborateurs quotidiens.

Un journal du Loiret avait prétendu qu'il ne pouvait subir le droit de réponse, que pour les articles de ses rédacteurs, ou pour ceux dont il avait accepté la responsabilité par sa signature.

La Cour d'Orléans a décidé, que le journal encourt la responsabilité de tous les articles parus dans ses colonnes (1).

C'est maintenant un point acquis et le principe n'en est plus discuté :

Le gérant est responsable de *tout* ce qui paraît dans son journal ; il est responsable des écarts de plume d'un collaborateur occasionnel et même anonyme. Du moment que le journal publie un article qu'il n'est pas légalement obligé d'insérer, il se l'approprie ; il en est responsable (2).

La Jurisprudence admet souvent que le droit de réponse ne peut être exercé, quand l'article qui a provoqué la réponse n'est que la reproduction intégrale, sans commentaires, de documents publics.

Nous ne croyons pas que cette restriction soit conforme à l'esprit de la loi.

Nous sommes d'avis que, chaque fois que le gérant insère des articles de son plein gré, sans obligation légale, il doit subir le droit de réponse à ces mêmes articles.

En somme, selon nous, le gérant doit admettre les

(1) Orléans, 29 mai 1863. D. P. 63, 2. 211.

(2) Art. 41, § 2 de la loi du 29 juillet 1881.

réponses toutes les fois qu'il n'a pas été *obligé* de subir l'insertion de l'article provocateur, et toutes les fois qu'il ne s'agit pas d'un compte-rendu des séances publiques des deux Chambres, fait de bonne foi.

CHAPITRE IV

DU DROIT DE RÉPONSE EN CAS D'ATTAQUE COLLECTIVE

Il n'est pas nécessaire qu'une personne soit nommée ou désignée individuellement, pour que le droit de réponse puisse être exercé.

Il suffira, quelquefois, d'une allégation englobant un groupe de personnes, d'une accusation contre une collectivité, corps constitué ou Syndicat, Association ou congrégation, ligue ou profession, pour qu'une individualité, se sentant désignée, quoique indirectement, puisse exercer le droit de réponse.

Un article de journal, de périodique qui contiendrait, par exemple, l'imputation suivante : « les médecins de telle ville sont des incapables » donnerait lieu, selon nous, au droit de réponse.

Certes, il ne faudrait pas exagérer ce principe, et en induire que, chaque fois qu'une collectivité aura été visée dans un article, toutes les individualités dont se compose ce congrégat, auront le droit strict de répondre

à l'insinuation ou à l'imputation avancée par le journaliste.

On ne pourrait prétendre, par exemple, qu'une affirmation dans le genre de celle-ci : « tous les médecins sont des charlatans », ouvrirait le droit de réponse à tous les disciples d'Hippocrate ; mais nous croyons que, quand l'article du journal ou du périodique, vise un groupe relativement restreint, les intéressés pourront justement se prévaloir du droit de réponse.

Reprenant notre exemple de tout à l'heure, nous sommes d'avis que les médecins de la ville signalée, auront droit d'exiger l'insertion d'une réponse explicative, car ils auront été *désignés* de façon suffisante, pour que l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 trouve son application.

On nous reprochera de donner ainsi un trop large pouvoir d'appréciation aux Tribunaux, pour décider dans quel cas la collectivité visée sera ou ne sera pas assez vaste, pour permettre l'application du droit de réponse.

Nous répondrons que les dispositions légales, concernant la question de ce droit, sont si brèves et si laconiques, qu'il est impossible, en pareille matière, de trouver un texte suffisamment net et explicite pour écarter le pouvoir d'appréciation des Tribunaux.

Il sera d'ailleurs excessivement rare de voir un individu réclamer, élever la voix et protester, si la collectivité dont il fait partie est si vaste et si nombreuse que

l'imputation ne l'atteint pas. Ce serait se signaler maladroitement à l'attention, et montrer de façon peu spirituelle, que l'on se sent touché par l'insinuation ou l'accusation du journaliste.

Tout autre peut et doit être l'attitude d'une personne qui est désignée de façon plus proche, quoique indirecte.

C'est cette affirmation que nous allons commenter dans ce chapitre.

Mais, auparavant, une observation s'impose :

On trouverait difficilement des arrêts, statuant sur la question précise du droit qu'a un individu de répondre à une imputation visant une collectivité dont il fait partie.

La raison de cette pénurie de décisions jurisprudentielles concernant cette importante et curieuse question, est que, dans la plupart des cas, quand la collectivité seule est attaquée, les individus ne se trouvent pas visés.

Un pharmacien, par exemple, qui lira un article où sa profession est décriée, trouvera facilement que les observations du journaliste sont bien justifiées à l'égard de ses collègues, lui excepté.

En visant un groupe, on n'atteint souvent pas les individualités qui le composent. C'est cette idée que traduit très justement l'adage populaire : tout le monde, ce n'est personne.

Il y a encore une autre raison qui fait que l'exercice

du droit de réponse est presque inusité, lorsqu'il s'agit d'attaques ou d'imputations contre une collectivité.

Si l'insinuation est de peu d'importance, les membres de la collectivité la négligent facilement ; ils la dédaignent.

Si, au contraire l'article contient une accusation grave ; si les membres de la collectivité mise en cause se trouvent réellement atteints, ce n'est ordinairement pas du droit de réponse qu'ils feront usage ; ils intenteront au gérant du journal une action en diffamation, dont les résultats seront plus énergiques.

On comprend facilement que, dans ces conditions, l'étude du droit de réponse d'une personne désignée en tant que membre d'une collectivité, soit liée, dans une certaine mesure, à l'action en diffamation.

Ce sont donc, pour la plupart, des arrêts ayant trait à la diffamation, que nous allons citer, arrêts dont les considérants ont une importance réelle pour la question qui nous occupe, car ils consacrent, dans une matière voisine, le principe que nous mettons en avant.



Nous citerons tout d'abord un jugement du Tribunal de Pamiers, qui présente une importance capitale dans le sens de notre thèse.

« Attendu, dit-il..., que lorsque les imputations ont été formulées d'une manière générale, de façon à viser

une pluralité de personnes, chacune de ces personnes atteintes par le soupçon, a droit et qualité pour demander la réparation du dommage qui lui a été causé ; ainsi lorsqu'un journal a publié sous la signature d'« Un prêtre de l'Ariège » des doctrines absolument contraires à la discipline ecclésiastique, en ajoutant que l'auteur des lettres déclarait que beaucoup de ses confrères étaient comme lui, et qu'un groupe quelque peu compact se ferait connaître, l'heure venue — tout ecclésiastique, prêtre de l'Ariège, a un intérêt incontestable à ne pas laisser planer le soupçon sur sa personne, et à affirmer qu'il ne partage aucunement les doctrines exposées dans ledit journal, et, par conséquent, *a le droit de réponse* (1) ».

Il nous paraît que les considérants de ce jugement sont absolument logiques, car il arrive fréquemment que certaines feuilles se servent du petit procédé, qui consiste à signer un article entièrement fantaisiste, d'un pseudonyme destiné à faire croire qu'il est le masque d'une personnalité autorisée.

Nous pourrions citer telle feuille, rigoureusement secrète, qui exploite les « scandales » cléricaux, en se gardant bien d'en jamais nommer les auteurs, mais de façon suffisante pour jeter le discrédit sur toute une catégorie de citoyens.

Cette feuille hebdomadaire dont le service est fait à

(1) Pamiers, 24 décembre 1897. *La loi*, 14 janvier 98.

un assez grand nombre de journaux, invente de toutes pièces des faits divers, dans lesquels « un vicaire des environs de Compiègne » ou « un curé de la Loire » ont commis d'horribles méfaits.

Nous sommes d'avis que, dans ce cas, tous les « vicaires des environs de Compiègne » ou tous les « curés de la Loire », sont recevables à exercer l'action en diffamation ou le droit de réponse.



Un arrêt de la Cour de Cassation, en date du 16 août 1879 (1), décide que le fait d'avoir désigné un curé par la seule initiale de sa paroisse, donne droit à tous les curés des paroisses du diocèse, dont le nom commence par la même lettre, de poursuivre le gérant du journal en diffamation.

« Attendu — dit la Cour de Cassation — que le moyen de Cassation repose tout entier sur cette proposition, que l'article incriminé ayant imputé au curé de la commune de C..., d'avoir refusé de laisser approcher de la sainte table un enfant dont le cierge n'avait pas été acheté chez lui, cette imputation s'adressait à un seul ecclésiastique dont la personne n'était pas déterminée, d'où la conséquence qu'une pluralité de personnes ne pouvait se plaindre de la diffamation ; — attendu que l'arrêt attaqué constate en fait : que d'après tous les éléments

(1) D. 80, 4. 144.

du débat, le journal *Le Patriote de la Nièvre*, dans l'écrit incriminé, a voulu désigner un prêtre du diocèse de Nevers ; qu'il indiquait par sa lettre initiale, la paroisse dans laquelle le fait imputé se serait produit ; que si le journal n'a parlé que d'un ecclésiastique, l'imputation diffamatoire, répétée avec insistance, en paraissant dirigée contre un seul prêtre, a été formulée de façon à rejaillir sur tous les curés du diocèse, dont la paroisse commence par un C... — Attendu que... la diffamation, par le vague intentionnel de la désignation, visait une pluralité de personnes, et que chacune d'elles avait droit et qualité pour demander la réparation du préjudice qui lui avait été causé. »

Cet arrêt a une grosse importance, car, si tous les curés de paroisse, ainsi indirectement désignés, peuvent poursuivre en diffamation le gérant du journal, *a fortiori* eussent-ils pu exercer le droit de réponse qui peut être invoqué, non seulement dans les cas de diffamation, mais toutes les fois qu'une personne est seulement désignée.

Le sens de cet arrêt est que, dans le cas d'une accusation volontairement imprécise, qui atteint plusieurs personnes, et aucune nominativement, chacune a droit à la réparation du préjudice causé.

Le droit de réponse doit donc être reconnu, en pareille hypothèse, aux intéressés.

**

Il est des cas dans lesquels — quand une collectivité, à été visée —, les membres de cette collectivité n'ont pas qualité pour répondre individuellement ; le droit de réponse ou l'action en diffamation, appartiennent alors exclusivement à une personne déterminée.

Cette solution devra être adoptée, selon nous, toutes les fois que cette collectivité sera une personne morale, un groupement bien distinct, car, alors, la personnalité des individus qui composent ce congrégat, doit disparaître devant celle du groupe lui-même.

Divers arrêts de la Cour de Cassation en date du 16 juin 1832, du 17 août 1849, du 3 janvier 1861 décident que lorsque la diffamation s'adresse à un ensemble d'individus qui ne sont pas nommément désignés, il appartient au supérieur hiérarchique, sous l'autorité duquel ils sont réunis, de porter plainte, ou encore d'exercer le droit de réponse, au nom du corps entier.

C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Cassation déclare que le directeur d'une Société anonyme, qui a été visée ou attaquée dans un journal, peut valablement exercer l'action (1).

Par contre, quand le plaignant est une Société civile, l'action ne peut s'exercer que par les membres agissant en leur nom personnel, et non par le directeur (2).

(1) V. en ce sens : Cass., 21 juillet 1854. D. 55, 1. 44.

(2) *Id.*

Le bâtonnier est recevable à se porter partie civile au nom de l'Ordre des Avocats (1).

Il s'agit là de collectivités qui ont un chef, un représentant. Il est alors tout naturel que celui-ci se fasse le porte parole de ceux qu'il commande ; mais il est des professions qui ne sont pas des corps constitués ; il en est qui n'ont pas de chefs hiérarchiques, et c'est à celles-là que nous voulons reconnaître le droit de réponse. On ne saurait — comme on l'a fait déjà —, nous opposer une décision du Tribunal de Toulouse, en date du 23 juillet 1881 (2) qui déclare que le clergé des paroisses n'étant ni un corps constitué, ni un être collectif créé et reconnu par la loi, les curés, bien qu'ils en soient les chefs au point de vue de la discipline ecclésiastique, ne sauraient en être les représentants légaux.

Cette première partie du jugement vient confirmer au contraire notre thèse.

Il serait erroné d'en déduire que les membres du clergé, visés collectivement, sont désarmés ; il faut au contraire en conclure que, lorsqu'ils sont suffisamment désignés par une imputation collective, ils ont tous le droit *individuellement*, de répondre ou d'exercer l'action en diffamation.

De ce que le jugement de Toulouse décide que les curés — et c'est notre avis — sont irrecevables à intenter une action en diffamation *au nom de leur*

(1) Chambéry, 20 juillet 1872. D. 73, 2. 9.

(2) V. Courrier, Trib., 7 août 1881.

clergé, il ne faudrait pas conclure que ce droit doit être refusé à chacun des membres de ce clergé.

Enfin, on nous opposera la dernière partie de ce jugement, qui déclare que les outrages ou injures adressées, soit à une profession soit à une classe entière de citoyens, ne peuvent donner lieu à aucune action en diffamation. En conséquence, décide le Tribunal, les membres du clergé d'une paroisse, alors qu'ils ne sont pas particulièrement atteints, ne peuvent poursuivre en justice la réparation d'imputations diffamatoires prononcées contre le clergé en général.

Notre réponse est simple : nous sommes de l'avis du Tribunal de Toulouse, et une imputation visant une vaste collectivité ne saurait justifier une réponse ou une action en diffamation. Mais, dès que l'insinuation ou l'affirmation comporte quelque détail, si vague soit-il, qui permet de limiter, soit territorialement, soit personnellement, soit de façon quelconque, le nombre des personnes désignées, toutes celles qui sont suffisamment atteintes peuvent exercer le droit de réponse.

Un arrêt de la Cour de Cassation vient — indirectement il est vrai — mais réellement cependant, conforter notre thèse (1).

Il décide que l'article de journal qui renferme des imputations diffamatoires dirigées contre le clergé en général, et *appliquées spécialement* par l'auteur au

(1) Cass., 13 nov. 1874. D. 75, 1. 281. 283.

clergé d'un diocèse déterminé, rend une action en diffamation, — et par conséquent le droit de réponse — recevables.

Ce même arrêt déclare que l'évêque du diocèse peut valablement exercer cette action.

A notre sens, donc — et nous nous résumons — quand une collectivité est visée de façon à ce qu'un nombre relativement réduit de personnes soient suffisamment désigné, celles-ci peuvent — sauf exception — exercer *ut singuli* le droit de réponse.



Ce sera donc l'œuvre des Tribunaux de décider dans quels cas des individus auront été suffisamment *désignés* dans une imputation collective, pour pouvoir exiger l'insertion d'une réponse.

En général, les Tribunaux se montreront plus rigoureux pour les imputations qui atteindront les personnes qui, dans l'exercice de leur profession, ne sollicitent pas la critique.

Par contre, les Tribunaux n'admettront pas aussi facilement l'atteinte à la considération professionnelle, quand le plaignant appartiendra à l'une de ces professions qui font sans cesse appel au public, tels que les artistes ou les hommes politiques.

Tels sont les principes généraux dont devront s'ins-

pirer les Tribunaux, quand ils auront à apprécier dans quel cas un individu sera suffisamment désigné par une imputation collective.

CHAPITRE V

CE QUE DOIT CONTENIR LA RÉPONSE

Au début de ce chapitre, une observation très importante s'impose :

Il ne faut pas confondre le droit de *réponse* que l'article 13 de la loi de 1881 accorde à ceux qui ont été nommés ou désignés dans un article, avec le droit de *rectification* qui est octroyé par l'article 12 de la même loi aux dépositaires de l'autorité publique.

Le droit de réponse est, en effet, beaucoup plus étendu que le droit de rectification.

La rectification se limite à ceci : redresser, rétablir un fait erroné, la réponse s'applique même à des faits vrais et incontestés.

Prenons un exemple : un journal écrit « M. le préfet X... a profité de sa position pour faire nommer son fils conseiller de préfecture ».

Si le fait est vrai, le préfet se verra refuser le droit de rectification ; il pourra user du droit de réponse.

Il résulte donc de cette observation préliminaire que la réponse pourra contenir, non seulement le redresse-

ment de faits inexacts, mais encore des allégations, des affirmations, des explications concernant des faits reconnus ou avoués.

★★

En principe, le droit de réponse est général et absolu ; la personne nommée est seule juge de l'opportunité, de la teneur et de la forme de sa réponse (1).

En somme, la réponse doit être « congruante », c'est-à-dire qu'elle doit répondre exactement aux faits qui l'ont provoquée ; elle doit rester dans le sujet, ne pas sortir la question, et se tenir dans les strictes limites dans lesquelles la discussion se fait jour. Tous les faits, tous les noms étrangers au débat, doivent soigneusement être exclus de la réponse.

La Cour de Riom décide en effet : « Attendu que si le droit de réponse est absolu, si celui qui l'exerce est seul juge de la forme, de la teneur et de l'utilité de sa réponse, celle-ci doit être néanmoins renfermée dans les limites d'une légitime défense à la provocation ; que ce caractère ne peut être attribué à des développements absolument étrangers aux faits articulés, ou inspirés manifestement par le désir malicieux d'encombrer les colonnes du journal incriminé, et d'entraver sa publication... »

(1) En ce sens : Cass., 1^{er} mars 1838. D. 38, 1. 226 ; Cass., 29 janvier 1842. D. 42, 1. 257.

Nous avons eu à plaider contre un individu qui, chaque fois qu'il exerçait le droit de réponse — et c'était assez fréquent — faisait précéder sa véritable réponse d'une autobiographie complète, longue d'une soixantaine de lignes. Il prétendait que cet historique, d'ailleurs peu modeste, de sa vie, était nécessaire pour poser sa personnalité devant les lecteurs appelés à juger ses actes.

Le Tribunal de la Seine n'a pas partagé son avis.

La réponse ne doit comporter aucune accusation contre l'honneur du journaliste ; elle ne doit contenir contre lui aucune allégation offensante, aucune imputation de fait délictueux.

C'est ce qu'a jugé la Cour de Cassation (1).

En fait, les prescriptions de son arrêt sont peu observées, et, dans la pratique, les réponses sont souvent offensantes pour le journaliste qui les a provoquées. Il ne faut pas s'en étonner ; il est assez naturel qu'une personne, attaquée dans un périodique, en soit offusquée et blessée, et que son mécontentement se traduise par un ton assez agressif, par quelques pointes ironiques, ou par une critique acerbe.

Il serait difficile qu'il en fût autrement ; on paye son adversaire de la même monnaie que lui, et celui-ci ne peut guère se plaindre de ce qu'on le combat à armes égales.

(1) Cass., 19 juillet 1873, *Gaz. Trib.*, 3 août 1873.

La Jurisprudence a fort bien compris cette nuance, et elle a déclaré d'abord par un arrêté de la Cour de Riom, du 14 janvier 1844 (1) puis par un autre arrêt de la Cour de Paris du 12 décembre 1846 (2) qu'on ne peut considérer comme injurieux pour le journaliste, une réponse qui contient des expressions malicieuses et ironiques, de nature même à froisser l'amour propre.

La raison en est facile ; le journaliste savait en écrivant son article qu'il se mettait dans le cas de subir le droit de réponse. Il serait téméraire de sa part, et même peu élégant, de se plaindre de l'exercice de ce droit.

★★

Aucun texte n'oblige l'auteur de la réponse à justifier d'un intérêt quelconque pour exercer le droit que lui confère l'article 13.

Ce principe a été consacré par la Cour de Cassation (3) mais il n'est pas admis par toute la Jurisprudence, et un certain nombre de Tribunaux persistent à soutenir que le requérant doit justifier d'un intérêt pour exercer le droit de réponse.

Nous ne croyons pas qu'il faille donner à cette dis-

(1) D. 47, 2. 220.

(2) D. 47, 2. 221.

(3) V. notamment : Cass., 29 janvier 1842, D. 42, 1. 251 ; Cass., 27 nov. 1845, D. 46, 1. 112 ; Cass., 12 juillet 1884, D. 86, 1. 47 ; Cass., 1^{er} mars 1838, D. 38, 1. 266.

cussion la gravité que lui prêtent certains auteurs, car, en fait, combien de fois verra-t-on une personne exercer souvent que les auteurs des rectifications n'y ont aucun intérêt ?

Admettre cette restriction au droit de réponse nous paraîtrait dangereux, car les gérants trouveraient souvent que les auteurs des rectifications n'y ont aucun intérêt, et arriveraient ainsi facilement, sinon à éviter définitivement l'insertion de la réponse, au moins à en retarder notablement la publication.

Une jurisprudence confortée par des arrêts multiples déclarant le droit de réponse « général et absolu », nous ne croyons pas que pareille restriction soit justifiée.



Il paraît superflu d'ajouter que la réponse doit avoir *la forme* d'une réponse ; et cependant, cette observation n'est pas inutile.

Elle doit donc concerner les faits qui l'ont provoquée, et nous verrons, en étudiant les causes du refus d'insertion, qu'on ne saurait considérer comme « réponse » un article qui n'aurait aucun rapport avec la question, telle qu'elle a été posée.

Citons en passant, comme exemple typique, le cas d'un individu qui, nommé par un journal, dans une liste de jurés, avait exigé l'insertion d'une réponse dans

laquelle il avait glissé — d'ailleurs sans art — une réclame pour son commerce (1).

Ce seront toujours les Tribunaux qui auront mission d'apprécier si la réplique adressée au journal ou au périodique a vraiment le caractère d'une réponse et si, comme telle, elle doit être insérée.

Mais, la Jurisprudence se montre assez large pour la forme de la réponse, et celle-ci peut affecter des modalités variées, suivant les circonstances.

La personne qui exerce le droit de réponse étant seule juge de l'opportunité et du contenu de sa réponse, peut parfaitement exiger — au lieu de vaines considérations ou de développements oiseux — l'insertion d'une partie de l'œuvre critiquée.

Ce fut le cas de l'affaire Dubout, dans laquelle l'auteur de *Frédégonde* demanda à la *Revue des Deux Mondes* qui avait longuement critiqué le quatrième acte de son œuvre, d'insérer purement et simplement cet acte en même place.

La Cour de Cassation a décidé que le texte officiel d'un discours peut être considéré comme une réponse à l'article qui en a fait la critique (2).

On comprend en effet fort bien qu'il ne puisse y avoir de meilleure réplique pour un auteur dont l'œuvre est attaquée, que de faire les lecteurs du journal, juges de cette œuvre même.

(1) V. Rennes, 20 nov. 1889, G. P. 89, 2. 513 ; thèse Doré, p. 80.

(2) Cass., 8 février 1850, D. 50, 1. 69.

Il a été décidé qu'un candidat peut exiger l'insertion d'une lettre qui lui a été adressée par des électeurs, lettre dans laquelle ses principes sont exposés et sa candidature recommandée, en réponse à un article où on lui prête des opinions qui ne sont pas siennes (1).

En résumé, la personne qui exerce le droit de réponse est libre d'employer les arguments qu'elle juge bons pour sa défense, pourvu qu'elle ne sorte pas du sujet, et ne parle que de la question, telle qu'elle a été posée.

(1) En ce sens : Cass., 19 nov. 1869, D. 70, 1. 142.

CHAPITRE VI

DES CONDITIONS DANS LESQUELLES LA RÉPONSE DOIT ÊTRE INSÉRÉE

Nous avons étudié dans le chapitre précédent, quels sont les termes dans lesquels la réponse doit être écrite ; nous avons vu ce qu'elle peut contenir, nous avons vu ce qu'on en doit exclure.

La question qui se pose maintenant est très importante : quelle doit être la longueur de la réponse ?

L'article 13 nous déclare que la réponse sera insérée gratuitement quand elle n'excèdera pas le double de la longueur de l'article qui l'a provoquée.

Il n'y a donc pas d'hésitation possible sur ce point : il ne peut pas être réclamé un centime, par un journal qui insère une réponse dont la longueur ne dépasse pas le double de l'article.

Mais cela ne veut pas dire que la réponse ne peut pas excéder en longueur le double de l'article qui l'a provoquée. Les réponses pourront toujours dépasser cette mesure, mais alors, en pareil cas, le prix d'insertion sera dû pour le surplus.

Faisons tout de suite cette remarque capitale, que les lignes en surplus, ne devront pas être payées d'après le tarif normal du journal, *mais d'après le tarif des annonces judiciaires*.

C'est donc à tort que certaines personnes, répondant à des journaux à grand tirage, ne veulent pas dépasser le double de l'article, de peur d'avoir à payer 8 ou 10 francs la ligne.

Pareille prétention de la part du journal serait illégale, car la loi est formelle.

Notons encore cette différence avec le droit de rectification : un depositaire de l'autorité, même en offrant de payer le surplus, ne pourrait pas imposer à un gérant l'insertion d'une rectification excédant le double.

On a beaucoup discuté au sujet du droit pour celui qui répond, de dépasser le double de l'article.

Il a été maintes fois question de supprimer cette disposition de la loi.

En accordant à la personne désignée le double de la longueur de l'article, disait-on, on lui concède un espace plus que suffisant pour réfuter les allégations qui y sont apportées. Et l'on démontrait comment certaines personnes seront tentées d'abuser du bon marché de l'insertion, en répondant longuement, copieusement, dans les colonnes d'un journal important.

Il sera facile, dit-on, à une personne mal disposée, de publier, pour une somme modique, des colonnes entières dans un journal qui l'aura attaquée ; c'est

entraver, empêcher même la liberté de la critique, la liberté de contrôle et d'opinion, que d'admettre un droit qui prête à de pareils abus.

Certes, ces inconvénients existent avec le texte légal actuel, et il n'est pas niable qu'une personne douée de quelque malice, de quelque fortune et de quelque abondance épistolaire, pourra, à peu de frais, encombrer les colonnes d'un journal ; mais nous ne voyons pas, quant à nous, comment on pourrait éviter ce résultat.

N'accorder que le double et pas davantage, serait fort simple, trop simple même, car on aboutit à l'injuste, à l'impossible.

Il est des affirmations très courtes, des allégations lapidaires qui entachent l'honneur d'une vie entière, qui ridiculisent toute une carrière, qui éclaboussent tout un passé.

Comment se contenter, en pareil cas, du double de l'article !

Prenons un exemple très simple, et qui a l'avantage de ne pas dramatiser un sujet qui, cependant, peut être si grave :

Un journal écrit dans un entrefilet de deux ou trois lignes (tout le monde connaît les « nouvelles en trois lignes » de certains périodiques) « Le docteur X... n'a jamais guéri aucun malade... » Admettra-t-on que le médecin ainsi désigné n'aura que six lignes pour répondre à cette accusation ?

Il est évident que limiter ainsi sa réponse serait com-

mettre une injustice, car il est impossible, en six lignes, de se disculper, de s'expliquer, de se laver d'une accusation ou de réduire à néant une insinuation.

Nous avons eu à nous occuper d'une affaire, dans laquelle une personne avait à répondre à l'entrefilet suivant :

« Nous apprenons que M. R... vient d'être décoré. Nous nous demandons pourquoi ».

L'individu désigné a dû, pour justifier la distinction dont il a été l'objet, produire tout son *curriculum vitæ* ; et cela ne correspondait pas, de sa part, à une abondance trop grande ; cette exposition des faits était absolument nécessaire et indispensable.

Pourrait-on soutenir sérieusement que quatre lignes de réponse eussent suffi ?

Nous pourrions multiplier les exemples.

Sans doute, on nous opposera que, dans la plupart des cas, ces accusations courtes et brèves donnent lieu à l'action en diffamation.

Avec l'exemple que nous venons de donner, une action en diffamation ne serait pas recevable, et même, fût-elle valable, elle ne produirait pas le même effet qu'une réponse car elle ne peut pas, comme elle, produire un résultat actuel, immédiat.

Il est donc impossible, croyons-nous, de réduire seulement au double de l'article, le droit de réponse.

Le système intermédiaire qui consisterait à distinguer suivant les cas, et à accorder plus du double dans

des circonstances exceptionnelles, n'est pas davantage admissible, car il serait inapplicable en fait, ou laisserait aux tribunaux un pouvoir d'appréciation tellement large qu'il confinerait à l'arbitraire.

Nous croyons que le système actuel qui présente — nous le reconnaissons sans peine, — bien des inconvénients, doit encore être préféré à ceux qu'on propose de lui substituer.

On n'aura pas à regretter d'avoir donné un peu trop de liberté à de prolixes correspondants, si, en échange, on a permis à quelques hommes de bien, de répondre victorieusement à des calomnies, à des insultes.

Sous prétexte d'assurer la liberté de la Presse, qu'on n'aille pas entamer le droit de self-défense de l'individu.

★★

La réponse pourra donc avoir la longueur que voudra celui qui en est l'auteur.

Mais l'étendue excessive d'une réponse, qui va jusqu'à entraver le fonctionnement du journal serait-elle possible et légale ?

La Cour d'Agen a jugé l'affirmative :

« Attendu que le texte de l'article 13 est net et précis, qu'il ne comporte aucune limitation au droit de réponse, qu'en l'état actuel de la législation, une réponse d'une étendue excessive contenant des longueurs, des détails oiseux, ne saurait motiver un refus d'insertion ; que le

droit du gérant se borne, en pareil cas, à exiger le prix de la partie de la réponse qui excède le double de l'article qui l'a provoquée (1).»

Il se trouvera, certes, bien des commentateurs qui critiqueront cet arrêt, le trouvant excessif, et l'accusant surtout de retirer tout frein, de renverser tout obstacle qui eût empêché de facétieux correspondants de rendre impossible la publication d'un journal.

A cela, nous répondrons que ces faits sont excessivement rares, et que, d'autre part, on ne voit pas comment la Cour d'Agen eût pu juger autrement.

Si elle avait admis une restriction au droit de réponse quant à sa longueur, sur quel texte se fût-elle appuyée ? Elle eût dû aller contre les dispositions formelles de la loi, et cette décision eût été, sans aucun doute, cassée par la Cour suprême.

S'il y a une exagération, c'est au législateur qu'il faut s'en prendre ; et nous avons vu plus haut que si la loi actuelle permet des abus indiscutables, sa suppression aboutirait à une injustice évidente, et priverait les honnêtes gens d'une arme qui est déjà — hélas ! — bien souvent illusoire.

★★

Le principe que la réponse doit être insérée gratuite-

(1) C. d'Agen, 10 nov. 1906. *Gaz. Pal.*, 1906, 2. 608.

ment jusqu'à concurrence du double de l'article, doit être entendu de la façon la plus absolue.

Nous voulons dire par là que la personne qui use du droit de réponse a droit au double de l'article entier, et non pas seulement au double du paragraphe ou de l'alinéa qui la concerne.

Prenons un exemple :

Un article de deux colonnes traite de fraudes, dénonce les procédés des fraudeurs, et, dans un alinéa de quelques lignes, nomme M. X...

En pareil cas, on serait mal venu à soutenir que X... ne peut user gratuitement du droit de réponse que jusqu'au double de l'alinéa.

Du moment que M. X... a été nommé à propos de fraudes, et que l'article entier traitait de la question des fraudes, X... a droit à l'insertion gratuite de sa réponse, jusqu'au double de l'article entier.

Cette opinion a été consacrée par un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine, en date du 26 février 1863 (1).

C'est, encore, actuellement, le principe qui est en vigueur.

Cependant, il ne faudrait pas appliquer cette disposition de façon trop rigoureuse.

On publie, en effet, souvent, des « Chroniques » des articles intitulés « Choses et autres », « Variétés », etc.,

(1) D. P. 63, 3. 68.

où les sujets les plus divers, sont traités en paragraphes successifs.

Il est clair, qu'en pareil cas, on ne saurait admettre l'insertion gratuite jusqu'à concurrence du double de l'article entier.

L'insertion ne doit être gratuite que jusqu'au double du paragraphe, qui traite la question au sujet de laquelle une personne a été nommée ou désignée. Encore faut-il que ce paragraphe ne soit pas relié aux autres, ou à quelques autres, par un titre collectif, ayant directement rapport au sujet pour lequel le tiers a été visé ; car alors il faudrait, selon nous, admettre la gratuité de l'insertion jusqu'au double des paragraphes, ainsi réunis par un titre commun et approprié au sujet. Un titre général, fixe ou invariable, comme « Feuilleton théâtral », « Chronique judiciaire », par exemple, ne saurait constituer ce lien entre les divers paragraphes de l'article.

Le jugement du Tribunal correctionnel de la Seine, en date du 26 février 1863, que nous citions tout à l'heure, décide en effet que, dans le cas où une « Chronique théâtrale » contient le compte-rendu de plusieurs pièces distinctes, l'auteur critiqué peut donner à sa réponse le double des lignes du compte-rendu de la pièce à l'occasion de laquelle il a été nommé ; il ne peut pas exiger l'insertion gratuite du double de l'article entier.

Nous sommes d'avis qu'il en serait autrement, et que

la personne visée aurait droit au double de tout l'article, si (comme cela se produit fréquemment), un jugement d'ensemble sur les diverses pièces relatées, venait former le lien qui, d'après nous, permet une notable extension du droit de réponse quant à sa longueur.

★★

Nous venons de voir quelle longueur peut avoir la réponse ; il s'agit maintenant de montrer de quelle façon, — cette réponse étant parvenue au gérant — l'insertion doit avoir lieu.

Le principe général est que *la réponse doit être intégralement insérée*.

Quelques exceptions doivent être acceptées. Nous les passerons en revue en étudiant les motifs du refus d'insertion.

La réponse doit donc être insérée dans son entier. Une insertion fractionnée ou mutilée est insuffisante, alors que les passages supprimés n'offrent rien de délictueux (1).

Il est facile d'expliquer cette disposition. En supprimant d'une lettre de réponse les paragraphes qui le gêneraient, le gérant d'un journal pourrait ôter tout sens et toute efficacité à cette réponse.

La Jurisprudence refuse aussi très justement au

(1) En ce sens : Douai, 16 juin 1843. D. 48, 2. 11.

journal, le droit d'intercaler des réflexions, des critiques, des observations, dans le texte de la réponse. La réponse doit être insérée d'un seul contexte (1).

C'est encore pour éviter que les intercalations n'arrivent à défigurer complètement la prose du correspondant occasionnel, que ce principe a été admis.

Nous nous rappelons avoir vu insérer une lettre de réponse, dont chaque paragraphe, presque chaque ligne étaient coupés par des réflexions ironiques, des plaisanteries, des protestations, des explications, des jeux de mots même.

Il est évident qu'une semblable insertion ne peut satisfaire l'auteur de la réponse dont l'unité est absolument sacrifiée, et dont le sens devient complètement inintelligible.

Nous rappelons ici que toute réflexion jointe à l'insertion de la lettre donne droit elle-même à réponse. C'est l'application stricte du droit commun ; le principe en est absolu (2).

Selon nous, le seul mot « ouf ! » ajouté après l'insertion d'une lettre de ce genre, donnerait droit à une nouvelle réponse.

La loi est sévère pour les journalistes, mais nous ne croyons pas, qu'en fait, les journaux aient jamais à souffrir de ses dispositions, sauf provocation, et par conséquent, faute de leur part.

(1) En ce sens : Amiens, 2 juin 1869. D. 69, 2. 491.

(2) Cass., 24 août 1832. D. Presse, 331.



L'insertion de la réponse devra, dit l'article 13, être faite « à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée. »

Voilà un texte qui est on ne peut plus net, mais qui, bien souvent, n'est pas appliqué dans la pratique.

Combien de fois n'avons-nous pas vu insérer en deuxième ou troisième page, des réponses à des articles qui s'étaient en première page.

On emploie les mêmes caractères, soit ! Mais avec quel soin la réponse est dissimulée ? Ce sont là des abus que, seule, la tolérance des correspondants laisse introduire dans la pratique.

Etant donnés les multiples moyens qu'ont les gérants pour refuser l'insertion d'une lettre gênante, on est encore bien heureux de voir sa réponse publiée, et on n'ose pas se plaindre qu'elle ne le soit pas à la place voulue.

Certains journaux abusent de cette indulgence, et nous pourrions citer tel grand quotidien, plus célèbre par sa réclame que par sa loyauté, qui insérait en cinquième page, entre deux annonces, une réponse qui lui avait été adressée.

Un journal de province qui possédait un rédacteur en chef facétieux, avait trouvé un ingénieux moyen d'insérer une réponse en première page, sans qu'elle eût grande chance d'être lue.

Le titre du journal avait été imprimé sur la première et sur la quatrième page.

La quatrième page renfermait l'article de fond et les nouvelles de grande importance, tandis que la première ne comprenait que des annonces.

C'était seulement en se reportant au numérotage des feuilles, que l'on pouvait se rendre compte de la supercherie.

Il a été jugé par le tribunal correctionnel de la Seine, en date du 7 janvier 1847 (1), que l'insertion de la réponse est légalement accomplie, bien que faite en petits caractères, et à la fin de la feuille, immédiatement avant la signature du journal, si ce mode de publication est usité par ce journal pour des articles sérieux.

L'esprit de la loi est en effet très nettement que les mêmes conditions de publicité qu'à l'attaque, soient données à la réponse.

(1) V. D. P. 47, 4. 389.

CHAPITRE VII

DES CAUSES DU REFUS D'INSERTION

Le gérant n'est pas obligé d'insérer dans tous les cas, les réponses qui lui sont adressées. Il est des circonstances dans lesquelles il peut se refuser à les publier.

Ce sont les divers aspects de cette question que nous allons étudier dans trois paragraphes successifs :

- 1° Des causes légitimes du refus d'insertion.
- 2° Des cas où le refus d'insertion est injustifié.
- 3° Les sanctions du refus d'insertion.

1° DES CAUSES LÉGITIMES DU REFUS D'INSERTION

Le droit de réponse comporte des limites, et la Jurisprudence a déterminé en principe, les cas où le gérant est admis à refuser l'insertion.

C'est quand il y a atteinte :

Au respect des lois et des bonnes mœurs.

Aux intérêts des tiers.

A l'honneur du journaliste.

Nous verrons qu'il y a encore d'autres hypothèses où le refus d'insertion d'une réponse, est admissible.

Ces exceptions ont été successivement formulées par la Jurisprudence ; quant au point de savoir quand une réponse devra tomber sous le coup des principes ainsi posés, c'est une question de fait qui est entièrement laissée à l'appréciation des tribunaux.

De nombreux arrêts décident en effet qu'il appartient aux tribunaux de déterminer si la réponse se renferme dans les limites de la modération et de la convenance, et de décider si l'insertion en était obligatoire (1).

Le journaliste n'est pas juge lui-même de la convenance de la réponse ; il refuse l'insertion ; les tribunaux décident s'il a bien ou mal agi.

Les cas que nous allons étudier sont, non pas ceux dans lesquels le gérant, refusant l'insertion, se trouve de plein droit déchargé de son obligation, mais les circonstances dans lesquelles le gérant, refusant l'insertion, aura des chances de voir son refus confirmé et approuvé par les Tribunaux auxquels le cas sera soumis.

★★

Un arrêt de la Cour de Dijon du 14 juillet 1869, déclare que le journaliste peut refuser l'insertion de la réponse, si elle est contraire aux lois ; et un arrêt du 6 janvier 1865 ajoute qu'une réponse qui contient une

(1) En ce sens : Cass. 19 juillet 1873, D. 77, 1. 67 — 31 décembre 1857, D. 58, 1. 140 — 21 janvier 1860, D. 60, 1. 04. — 6 janvier 1865, D. 65, 1. 197 — 17 mars 1865, D. 65, 5. 308.

provocation contraire à la loi ou à la morale, n'est pas de nature à être publiée (1).

Un jugement du Tribunal de la Seine, en date du 10 juillet 1907, a déclaré que l'atteinte à la considération du gouvernement, peut justifier le refus d'insertion.

Le journal *Le Matin* avait publié un article dans lequel il jugeait l'évolution politique de M. Vaugois. Celui-ci, dans sa réponse, exposa les raisons pour lesquelles il était devenu royaliste.

Pour expliquer son changement d'opinion, il devait nécessairement apprécier la conduite du parti qu'il abandonnait, ainsi que du gouvernement. *Le Matin* se scandalisa et refusa d'insérer.

Citons quelques passages du jugement :

« Attendu, sans doute, que Vaugois tenait de la loi de 1881, le droit d'exiger l'insertion sans modifications ni coupures, des réponses qu'il entendait faire pour rectifier les articles concernant son évolution intellectuelle et morale ; mais que, quelque absolu que fût ce droit, il avait pour limite l'obligation de s'abstenir de toute réflexion de nature à porter atteinte à la considération des tiers ou du gouvernement de la République, qui n'avaient pas été mis en cause ; que, sans doute, il lui était loisible de critiquer la forme du gouvernement actuel, et de s'étendre sur les causes qui l'avaient amené à préférer la monarchie ; mais qu'il mettait, par son

(1) V. D. P. 65, 1. 197.

fait même, le gérant du *Matin* dans l'impossibilité d'insérer, même sa première réponse du 8 décembre, du moment où elle contenait ces phrases : « La quatrième
« république, fondée en 1899, ayant pour programme
« essentiel la destruction lente, progressive, de nos
« institutions militaires comme de nos traditions
« morales, il devient évident pour quiconque aperçoit
« le lien naturel, historique, de ces institutions et de
« ces traditions, avec la sécurité et la vie normale de
« notre société française, qu'il faut choisir entre cette
« Société, la France, ou bien la République qui la
« détruit... La République, en France, est le règne de
« l'étranger ; l'esprit républicain désorganise la défense
« nationale ». Qu'il ne peut donc être question d'astreindre le *Matin* à publier cette première réponse... »

Ce jugement donne une extension très grande aux cas où le refus d'insertion sera reconnu valable par les Tribunaux, car il s'agissait, dans la lettre de M. Vaugeois, d'appréciations qui ne visaient pas un tiers. On ne pourrait, en effet, considérer la République comme un « tiers ».

★★

Il est un cas dans lequel le refus partiel d'insertion doit être considéré comme légitime.

On sait que la personne qui exerce le droit de réponse, doit payer les lignes supplémentaires au tarif des annonces judiciaires. Le gérant a le droit, selon

nous, d'exiger la consignation ou la remise d'une somme équivalente à ce que coûtera l'excédent.

Si cette somme n'avait pas été déposée, il ne faudrait pas en conclure, comme certains auteurs, que le gérant serait, par là même, en droit de refuser l'insertion.

Nous sommes d'avis qu'en pareil cas, le gérant devrait insérer la réponse depuis le commencement, jusqu'à concurrence du double de la longueur de l'article.

Le reste de la réponse restera alors « sur le marbre », faute de consignation de somme suffisante.

Cette question a d'ailleurs été très discutée, et a fait l'objet de décisions de jurisprudence, contradictoires.

Des jugements et arrêts de Rouen (1), de Paris (2), et de Metz (3), ont décidé que l'insertion d'une réponse à un article de journal, n'est pas subordonnée au paiement préalable ou à la consignation du prix de l'insertion supplémentaire.

D'autres sont d'avis que le journaliste peut exiger que le coût de la réponse lui soit payé d'avance, quant à ce qui excède le double de l'article provocateur (4).

Selon nous, le défaut de paiement du surplus n'ôtant pas le droit de réponse, l'insertion doit être faite ; mais,

(1) 13 décembre 1839, D. P. 47, 4. 390. — 14 janvier 1844, D. P. 47, 2. 220.

(2) 16 mai 1850, D. P. 51, 5. 430.

(3) 23 mai 1850, D. P. 51, 2. 55.

(4) Voir en ce sens D. *Presse*, 351.

l'excédent n'étant pas payé, le gérant pourra limiter cette insertion au double de l'article ; il n'insérera, en un mot, que ce qu'il doit insérer gratuitement.

C'est, croyons-nous, la solution qui est le plus conforme à l'esprit de la loi.

★★

Le gérant, d'après la Jurisprudence, peut se refuser à insérer des développements étrangers à l'article (1).

On a voulu éviter, par ce moyen, l'envahissement trop facile des colonnes d'un journal par un correspondant malicieux.

Dans la pratique, quand une réponse est de telle longueur qu'elle entrave la publication du journal, le gérant ne refuse pas d'insérer à cause de la longueur — car ce n'est pas une raison valable — mais il trouve toujours un certain nombre de paragraphes qui sont hors du sujet, et qui servent à justifier son refus d'insertion.

★★

Le gérant ne peut pas, non plus, être tenu d'insérer une réponse qui contiendrait des expressions injurieuses pour le journal, pour lui-même ou pour des tiers (2).

(1) En ce sens : Riom, 14 janvier 1844, D. 47, 2. 220. — Paris, 12 décembre 1846, D. 47, 2. 221.

(2) Riom, 14 janvier 1844, D. P. 47, 2. 220. — Trib. Seine, 9 déc. 1846, D. P. 47, 4. 389.

Lorsque le correspondant répond par des remarques agressives et provocatrices, il excède son droit de réponse, et le gérant est en droit de refuser l'insertion de sa lettre (1).

Il en sera ainsi, lorsque la personne qui use du droit de réponse, a employé des expressions blessantes pour le signataire de l'article, ou aura exprimé un doute sur sa loyauté (2).

Enfin, l'insertion sera encore valablement refusée, quand le correspondant aura mis en cause des tiers, les aura jugé défavorablement, ou leur aura imputé des faits qui pourraient constituer un délit (3).

★★

Telles sont, en principe, les causes légitimes du refus d'insertion ; mais il n'en faudrait pas voir là une énumération limitative, ni surtout l'exposé de dispositions inattaquables.

Pour savoir si le refus d'insertion est valable, il y a autant de règles que de cas d'application.

Il semblerait paradoxal, de dire qu'en pareille matière, on conçoit fort bien des jugements, des décisions contradictoires.

Et, cependant, rien de plus exact.

(1) 21 janvier 1860, D. P. 60, t. 104.

(2) Seine, 26 février 1863. D. P. 63, 3. 68.

(3) 21 janvier 1860, D. P. 60, t. 104.

Un arrêt de la Cour de Cassation décide, en effet, fort sagement que, dans l'appréciation qu'ils font d'une réponse, les tribunaux sont fondés à tenir compte de la nature et de la forme de l'attaque (1).

On excuse facilement une réponse assez vive, quand l'article qui l'a provoquée était conçu en termes violents ; on s'expliquerait moins une réponse agressive, si l'article a été modéré dans sa forme, et mesuré dans sa nature.

Dans le premier cas, le refus d'insertion ne pourrait être valable ; dans le second, il se comprendrait.

Les Tribunaux —, dit le même arrêt —, pourront aussi tenir compte des intérêts de la défense.

Il n'est pas seulement de bonne tactique d'attaquer, au lieu de se défendre. Cette attitude active peut être nécessaire, et l'on doit admettre, dans un certain nombre de cas, quelque vivacité dans la riposte.

Enfin, la légitime susceptibilité de la personne nommée doit aussi être prise en considération par les tribunaux.

Il est des hommes dont l'impressionnabilité est plus affinée, et qui se font de l'honneur une idée plus élevée que certains.

Une allusion mordante qui serait laissée de côté par d'autres à l'épiderme moins délicat, pourra être relevée par eux, et l'on ne devra pas s'en étonner.

(1) 20 juillet 1854, D. P. 54, 1. 290.

Le gérant du journal ne pourrait pas, en pareil cas, refuser l'insertion de la réponse, sous prétexte que l'égratignure était insignifiante et que d'autres eussent laissé l'article sans réponse.

Les tribunaux ont donc en cette matière, un large pouvoir d'appréciation ; il y aura par conséquent autant de façons de juger que d'espèces, et, dans les procès de ce genre où aucun principe ne peut être posé de façon absolue, l'étude sérieuse et approfondie des circonstances dans lesquelles la réponse a été écrite et envoyée, s'impose comme la condition nécessaire d'une bonne et saine justice.



Il nous faut enfin parler de l'immunité des discours parlementaires et des comptes-rendus de débats judiciaires.

L'action pour refus d'insertion ne peut pas être exercée quand il s'agit :

1^o De discours tenus dans le sein de l'une des deux Chambres, ainsi que de rapports ou de toutes autres pièces, imprimées par ordre de l'une des deux Chambres.

2^o De comptes-rendus des séances publiques des deux Chambres, faits de bonne foi dans les journaux (1).

(1) V. art. 41 de la loi du 29 juillet 1881.

Il importe de réserver à ces sortes d'écrits un privilège assez large et tolérant.

Au point de vue spécial du droit de réponse, l'immunité parlementaire est absolue.

Il faut faire bénéficier de cette immunité, tous les discours, toutes les observations prononcés dans l'enceinte des deux Chambres ; on doit également leur assimiler tous les discours ou rapports tenus dans les Commissions parlementaires ; l'article 41 y joint également les pièces imprimées par l'ordre des Chambres.

Quand la loi de 1881 parle des comptes-rendus « de bonne foi », elle n'entend pas limiter l'immunité parlementaire au compte-rendu officiel.

Les comptes-rendus faits par des journaux particuliers bénéficient aussi de cette immunité, pourvu qu'ils soient fidèles, exacts et impartiaux, qu'ils ne contiennent pas des imprécisions voulues, et qu'ils n'aient pas été faits dans l'intention de nuire à quelqu'un ou de tromper le public.

Dans tous ces cas, le droit de réponse ne peut s'exercer ; le refus d'insertion est donc légitime.

Remarquons en terminant, qu'on ne pourrait étendre cette immunité aux séances des Conseils généraux et municipaux, ni à plus forte raison aux comptes-rendus qui en sont faits.

La loi limite cette faveur exceptionnelle, très strictement aux deux Chambres.

On ne saurait non plus exclure le droit de réponse en

ce qui concerne les pétitions ou protestations adressées aux Chambres, en matière électorale. Ce sont des documents qui, venant du dehors, ne doivent pas bénéficier de l'immunité parlementaire.

2° DES CAS OU LE REFUS D'INSERTION EST INJUSTIFIÉ

Nous avons vu, dans le paragraphe précédent, qu'on ne pouvait déterminer limitativement les causes légitimes du refus d'insertion, il est donc nécessaire de citer les cas où le refus d'insertion est injustifié.

La violence d'une réponse ne peut pas être une cause de refus d'insertion, lorsque l'attaque, elle aussi, a été violente (1).

On ne pourrait, par exemple, considérer comme injurieuse une réponse qui renfermerait des expressions vives, énergiques même, lorsqu'elles sont inspirées par la gravité excessive de l'imputation de l'article auquel il est répondu, et qu'elles ne dépassent pas cette gravité (2).

Un arrêt de la Cour de Cassation, en date du 6 août 1897 (3) déclare :

«... Attendu que, sur le refus d'H... d'insérer intégralement cette réponse, la Cour de Nîmes a pu, sans violer

(1) V. Cass. 17 mars 1865, D. P. 65, 5. 308.

(2) En ce sens, Metz, 25 mai 1850, D. P. 51, 2. 55.

(3) D. P. 98, 1. 252.

aucune loi, lui faire l'application de l'article susvisé (13) de la loi de 1881, que la violence de la réponse s'explique par la violence de l'attaque elle-même ; que si la réponse contient des injures, elles sont excusées par la provocation qui les a précédées... » Il nous semble que cet arrêt est un peu trop absolu dans des termes qui posent un principe de façon trop générale pour n'être pas dangereux.

C'est la consécration, par la Cour de Cassation, de la loi du talion, ce qui paraît vraiment excessif et superflu en la matière puisque, si l'article est conçu en termes violents, la personne visée aura la ressource d'intenter une action en diffamation, sans préjudice de l'exercice du droit de réponse.

Il est juste d'admettre pour la réponse un ton assez vif, si l'attaque a été brutale, mais nous croyons qu'il est un peu téméraire de poser en principe, que la violence justifie la violence.

On ne peut considérer comme injurieuse pour le journaliste, et de nature à motiver le refus d'insertion, une réponse qui renferme des expressions ironiques et malicieuses, capables même de froisser l'amour propre, surtout si ces remarques ont été provoquées par la persistance de l'attaque (1).

Il serait, en effet, excessif de défendre aux personnes qui usent du droit de réponse, de se servir plaisamment

(1) Rouen, 8 mars 1879, D. 80, 2. 30.

de ce qu'on appelle à juste titre « l'esprit français ». Le tiers a été visé par le journal ; il est équitable qu'il en tire vengeance.

Au lieu d'user de représailles violentes, il ne prend comme armes que l'ironie cinglante, la plaisanterie caustique, la malice acerbe d'un esprit ingénieux ; il serait à la fois cruel et malhabile de lui refuser cette satisfaction, qui est la soupape de sûreté de la vengeance et de la colère.

Nous avons vu, enfin, qu'un gérant ne pourrait refuser l'insertion d'une réponse, sous prétexte que sa longueur gêne le fonctionnement du journal.

Le droit de réponse étant absolu, la longueur de la missive ne peut être prise en considération comme cause suffisante du refus d'insertion (1).

★★

Il arrive quelquefois qu'une réponse comporte des inexactitudes de détail, des erreurs de fait, des exagérations sans importance.

Le gérant pourrait-il profiter de ces défaillances de l'auteur de la réponse, pour refuser l'insertion de sa lettre, ou tout au moins pour en retrancher les passages inexacts ?

Nous sommes d'avis que non. Si la lettre comporte

(1) En ce sens, Agen 10 novembre 1906, *Gaz. Pal.*, 1906, 2. 608.

des inexactitudes, c'est son auteur qui en supportera les conséquences. Le gérant devra insérer la lettre telle quelle, qu'il le fasse à la faire suivre de rectifications et de remarques, voire même de démentis.

Il est vrai que, ce faisant, le gérant s'exposera à recevoir une nouvelle rectification, mais on ne peut admettre qu'il pourrait, de sa propre autorité, supprimer ainsi certains passages, ni surtout les rectifier.

Car il se peut fort bien que ce soit lui qui soit dans l'erreur, et que son correspondant occasionnel, malgré les apparences, ait la vérité pour lui.

La Jurisprudence a décidé, en effet, que l'insertion doit être faite malgré ces erreurs, ces exagérations ou ces inexactitudes, même voulues (1).

3° LES SANCTIONS DU REFUS D'INSERTION

a) *Sanction pénale.* — Le refus d'insertion, sauf les cas exceptionnels où il est sanctionné par les tribunaux, est un délit, déferé aux tribunaux correctionnels.

L'article 13 de la loi de 1881 fixe l'amende de 50 à 500 francs.

Rien ne s'oppose, d'ailleurs, à ce que la personne dont la réponse n'a pas été insérée, demande et obtienne des dommages intérêts ; cette personne pourra aussi, s'il

(1) Cass. 29 janvier 1842, D. 42, 1. 251.

y a lieu, intenter une action en diffamation, ou encore une action pour injure.

L'article 13 de la loi de 1881 fait d'ailleurs allusion à ces actions, et un arrêt de la Cour de Cassation en date du 20 juillet 1854 (1), déclare formellement que le refus d'insérer peut donner lieu à des dommages-intérêts.

Il est à remarquer que les délits de diffamation, d'injure, etc., qui pourront résulter de la publication de l'article, sont nettement distincts du délit de refus d'insertion d'une réponse à ce même article.

Il serait même erroné d'y voir des délits concomitants.

Les délits de diffamation et d'injure, en effet, sont constitués par la publication même de l'article incriminé.

Le délit de refus d'insertion, par contre, ne pourra se produire que plus tard, par suite du défaut d'insertion dans un numéro postérieur au journal.

En cas, donc, de deux poursuites simultanées, l'une pour défaut d'insertion, l'autre, par exemple, pour diffamation, deux peines distinctes devront être prononcées :

La première, suivant les termes de l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881.

La deuxième, conformément aux dispositions de l'article 32 de la même loi.

Ces peines, toutefois, ne se cumuleront pas ; elles se

(1) Cass. D. 54, 1. 290.

confondront, de telle sorte que seule, la plus forte sera appliquée.

b) *Sanction civile*. — Selon les principes du droit commun, le requérant dont la réponse n'a pas été insérée, a le droit de demander réparation du préjudice qui lui a été causé.

L'article 13 de la loi de 1881 mentionne d'ailleurs formellement ce droit à des dommages-intérêts.

Le requérant a le choix entre deux modes de poursuite :

Soit devant les Tribunaux correctionnels, avec constitution de partie civile.

Soit devant les Tribunaux civils.

Ordinairement, la réparation civile ordonnée par les tribunaux, consistera en la condamnation du gérant à insérer la réponse qui lui avait été adressée.

C'est la conséquence la plus normale de ces sortes de procès. Souvent, le tribunal obligera le gérant à faire cette insertion, sous une astreinte de tant par jour de retard.

Quelquefois, cependant, le Tribunal trouvera que la réponse ne pourrait plus être insérée utilement, étant donné l'espace de temps qui s'est écoulé depuis la publication de l'article incriminé. Le gérant sera alors condamné à des dommages-intérêts.

Mais, même dans le cas où le Tribunal oblige le gérant à insérer, et où cette insertion a lieu, des dom-

dommages-intérêts pourront être adjugés au demandeur pour compenser : 1° les frais que lui a occasionnés l'instance en cours ; 2° le préjudice qu'il a éprouvé du fait du retard dans l'insertion de la réponse ; 3° dans certains cas, le préjudice moral que lui a causé l'article en question.

Les dommages-intérêts pourront être accordés au demandeur sous une autre forme qu'en argent.

Les Tribunaux condamneront quelquefois le gérant à insérer gratuitement la réponse entière, bien qu'elle comporte plus du double de l'article ; ils pourront encore le condamner à rembourser le coût de l'exploit portant réquisition d'insérer.

Une ou plusieurs insertions dans d'autres journaux pourront enfin être imposées au gérant.

Terminons par une remarque pratique : Il arrive fort souvent que le gérant est insolvable. Le demandeur qui a gagné son procès se trouve donc dans l'impossibilité de recouvrer la somme à laquelle il a droit.

Non seulement il ne touchera pas les dommages-intérêts qui lui ont été octroyés par le Tribunal, mais il se verra dans l'obligation de solder tous les frais du procès.

Nous recommandons vivement aux personnes qui intentent de semblables actions, de mettre le propriétaire du journal en cause, en le rendant civilement responsable (1).

(1) S'appuyer sur les termes de l'art. 44 de la loi de 1881.

Ils éviteront ainsi le désagrément, ayant gagné un procès, d'y perdre une somme souvent assez élevée.

CHAPITRE VIII

DÉLAIS, PROCÉDURE ET CONDITIONS DE L'ACTION

a) COMPÉTENCE

Toutes les contestations relatives au droit de réponse, seront tranchées par les Tribunaux correctionnels.

C'est l'article 45 de la loi de 1881 qui fixe cette compétence.

Les délits et crimes prévus par la loi sur la presse sont ordinairement déférés à la Cour d'assises ; c'est donc par exception que le Tribunal correctionnel est compétent en cette matière.

Le Rapporteur de la loi du 29 juillet 1881 avait déclaré dans la séance du 24 janvier :

« Nous adoptons comme juridiction de règle générale
« la Cour d'assises, nous bornant à spécialiser les
« exceptions ; le Jury devient donc, en quelque sorte,
« juge d'attribution en matière de délits commis par la
« presse ou par la parole ».

Il est curieux de remarquer que, d'ailleurs, la compé-

tence des tribunaux correctionnels n'était pas le but visé, même exceptionnellement, par les Chambres.

L'étude des travaux préparatoires de la loi du 29 juillet 1881 nous fait, en effet, aboutir à cette constatation que le vœu des Chambres était que, de toute façon, les crimes ou délits de presse fussent jugés par un jury.

On discutait à ce moment un projet de loi, qui avait pour but d'établir un *jury correctionnel*.

La Chambre, croyant au vote de ce projet, avait accordé la compétence en matière de presse, pour certains cas, aux tribunaux correctionnels qu'elle pensait devoir se transformer en jurys correctionnels.

Le passage suivant du discours de M. Agniel, membre de la Commission, est une preuve convaincante que c'est dans cette idée que les exceptions à la compétence de la Cour d'assises, ont été adoptées :

« Nous avons, dit-il, comme règle générale, posé la
« juridiction du jury, et, dans les cas exceptionnels
« seulement, renvoyé les délits devant le tribunal correc-
« tionnel.

« Permettez-moi d'ajouter que, lorsque nous attri-
« buions aux tribunaux correctionnels la connaissance
« de certains délits, nous n'ignorions pas le projet de
« loi qui, en ce moment, est discuté dans une des Com-
« missions de la Chambre, et qui a pour but l'institution
« du jury correctionnel. De telle sorte que, à vrai dire,
« lorsque cette réforme législative sera accomplie, les
« délits de presse ou de parole seront nécessairement

« attribués à l'un ou à l'autre jury, et il n'y aura de
« différence que dans la qualification de jury criminel
« ou de jury correctionnel ».

On peut donc affirmer, sans crainte d'être téméraire, que c'est contre le désir du législateur de 1881, que certains délits de presse sont aujourd'hui jugés par des magistrats de profession, car il était nettement dans sa pensée que *tous les crimes ou délits de presse* seraient jugés par un jury.

En l'état actuel de la législation, sont donc déferées aux tribunaux correctionnels les poursuites pour :

Défaut d'insertion des réponses des particuliers.

Insertion tardive, tronquée, incomplète des dites réponses.

Insertion faite à une autre place ou en d'autres caractères que l'article qui a provoqué la réponse.

★★

La compétence *ratione loci* est intéressante à déterminer car, en matière de presse plus qu'en tout autre cas, elle laisse place à la discussion.

Quand un vol, un crime sont commis, il est généralement facile de déterminer sans hésitation la Cour ou le Tribunal compétent.

En matière de presse, l'écrit publié se répand partout ; il est lu dans les régions les plus diverses, et souvent les plus éloignées.

La question s'est donc posée de savoir si la poursuite peut être portée devant tout tribunal dans le ressort duquel l'écrit a été publié. La Cour de Cassation a jugé l'affirmative :

« Attendu que, en matière de presse, c'est la publication de l'écrit coupable qui constitue le délit ; que la poursuite peut donc être portée devant tout Tribunal dans le ressort duquel l'écrit a été publié, à moins qu'une disposition légale n'en ait ordonné autrement... » (1).

Pour le cas qui nous intéresse plus particulièrement, lors d'une poursuite pour refus d'insertion, la Cour de Cassation, dans le même arrêt, a déclaré que le principe général devait s'appliquer :

« Attendu que cette règle de compétence s'applique à la poursuite exercée contre un journal, à raison du refus ou omission d'insertion d'une réponse, à lui adressée, en vertu de l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 ».

En somme, d'après un arrêt de la Cour de Cassation en date du 27 février 1885 (2), la demande en insertion de la réponse peut être portée devant tout tribunal d'un arrondissement dans lequel un journal a été vendu, ou dans lequel il a un certain nombre d'abonnés.

Cette décision est conforme, d'ailleurs, à l'article 63 du Code d'Instruction Criminelle.

(1) Cass., 10 novembre 1883.

(2) D. 85, 1. 379.

b) PRESCRIPTION DE L'ACTION EN INSERTION

« L'action publique et l'action civile résultant des crimes, délits et contraventions prévus par la présente loi, se prescriront après trois mois révolus.

C'est ainsi que débute l'article 65 de la loi de 1881.

L'action publique se prescrit donc par trois mois.

En principe, ce délai se compte du jour de la publication. Pour le délit de refus d'insertion, celui que nous étudions plus spécialement, une règle particulière s'impose :

Le point de départ de la prescription ne sera pas la publication du numéro qui contient l'article provocateur.

La prescription ne partira que du jour où paraîtra le troisième numéro qui suivra la réception de la réponse par le gérant, car c'est seulement à partir de ce moment que le délit sera consommé.

Tel est le point de départ de la prescription ; mais comment compter ces trois mois ?

« Trois mois révolus », dit la loi ; ce seront donc trois mois francs.

On ne devra par conséquent compter dans le calcul du délai, ni le jour initial, ni le jour de l'échéance.

Le délai, de plus, doit se calculer de date à date. Ainsi, un délit de presse étant commis le 4 mai, le

dernier jour pour commencer les poursuites serait le 4 août (1).

De nombreuses décisions judiciaires ont sanctionné le principe que le délai de trois mois, à compter du jour du délit, ne comprend pas le jour où le délit a été commis (2).

L'action civile, de même que l'action publique, se prescrit par trois mois. Quand l'action civile est jointe à l'action publique devant le tribunal correctionnel — ce fait se présente souvent — la même prescription les éteint l'une et l'autre ; les mêmes actes, les mêmes faits, suspendent ou interrompent cette prescription.

Il peut se faire que le poursuivant, au lieu d'agir en vertu de la loi du 29 juillet 1881 sur la Presse, exerce l'action de droit commun contre un journal, en vertu de l'article 1382.

La question qui se pose en pareil cas est alors très délicate.

Quelle prescription sera applicable ? La prescription de droit commun, ou la prescription de trois mois, spéciale à la loi sur la Presse ?

Certains auteurs étaient d'avis que ce fût la prescription de droit commun seule, qui produisit ses effets, car, disaient-ils, ce serait forger un texte qui n'existe

(1) Nancy, 28 janvier 1846, D. 46, 2. 69.

(2) En ce sens : Cass., 2 février 1865, D. 65, 1. 241 — Cass., 10 janvier 1845, D. 45, 1. 87 — Paris, 11 décembre 1846, D. 47, 2. 28.

pas, que vouloir appliquer les dispositions d'une loi particulière à un principe de droit commun.

Les adversaires de ce système faisaient valoir qu'en admettant cette façon de voir, on détruirait tout l'effet de la loi sur la Presse, qui réduit le délai de prescription à trois mois, précisément pour éviter des longueurs que ce détour légal rétablirait. Ce fut ce dernier avis que partagea la Cour d'Alger, dans un arrêt en date du 24 octobre 1899 :

« Attendu que vainement les consorts Bertagna... soutiennent que leur action est fondée, non sur les dispositions de la loi du 29 juillet 1881, mais sur celles de l'article 1382 du Code civil ; qu'il est de principe constant que toute action, née d'un fait réunissant tous les éléments constitutifs d'une infraction à la loi sur la Presse, se prescrit par trois mois, quelle que soit la qualification que le demandeur en dommages-intérêts donne à ce fait... ; qu'il ne peut dépendre d'un demandeur d'échapper à la prescription spéciale de trois mois de l'article 65, en faisant abstraction du caractère délictueux de l'acte, et en le présentant comme un simple fait dommageable, donnant ouverture à une réparation civile, en vertu de l'article 1382 du Code civil ».

Cet arrêt amène donc à conclure qu'en tous cas, en matière de presse, la prescription applicable sera celle de trois mois, quelle que soit la façon dont l'affaire a été engagée par le demandeur.

c) PRESCRIPTION DU DROIT DE RÉPONSE

Il ne faudrait pas confondre cette prescription de trois mois (qui part du jour où le délit de refus d'insertion a été consommé) avec la prescription du droit de réponse lui-même.

Il peut se faire qu'une personne n'ait eu connaissance que longtemps après sa publication, d'un article qui comporte une réponse.

En présence d'une pareille hypothèse, il est juste, semble-t-il, de laisser au tiers le droit de réponse, même après trois mois écoulés, d'autant plus que la loi de 1881 ne tranche pas la question.

C'est dans ce sens que le Tribunal de la Seine a rendu un jugement en date du 26 janvier 1898(1) :

« Attendu que si l'ouverture d'un droit de réponse aussi prolongé, paraît contredire le but et le vœu du législateur de 1881 d'enfermer dans un délai restreint les poursuites à exercer en vertu de cette loi, le tribunal n'en est pas moins obligé d'appliquer dans ses dispositions et ses conséquences le texte de la loi. Attendu que la sommation du colonel Humbert à Borel d'avoir à insérer une réponse à l'article paru dans *le Figaro* le 2 août précédent, étant du 16 novembre 1897, et l'assignation du 29 du même mois, l'action du colonel Humbert n'est pas prescrite ».

1) *Gaz. Pal.*, 1898, 2. 109.

Le Tribunal de la Seine semble, on le voit, trancher à contre-cœur la question dans ce sens ; il se dit contraint de suivre la lettre de la loi, mais croit que, ce faisant, il va contre l'esprit du législateur.

Nous n'avons pas cette crainte, car, ce que le législateur de 1881 a voulu réduire, c'est la durée de l'action pour refus d'insertion ; il n'a pas eu l'intention de déterminer un délai restreint pour l'exercice du droit de réponse.

Toute la loi, au contraire, témoigne du désir qu'a le législateur d'étendre et de conforter le droit de réponse. S'il eût réduit, pour son exercice, la prescription de droit commun, c'eût été en contradiction avec l'esprit général du texte.

Ce n'est pas, selon nous, aller contre l'intention du législateur que permettre à une personne mise en cause de se défendre quand elle a eu connaissance de l'attaque. Il existe certainement une lacune dans l'article 13 qui omet de mentionner par combien de temps devra se prescrire le droit de réponse lui-même.

En l'absence de tout texte, nous devons appliquer le droit commun et dire que le droit de réponse se prescrira par trente ans (1).

On trouvera certainement que ce délai est excessif, et nous en tombons d'accord, mais on ne peut faire autrement que de se référer au droit commun.

(1) En ce sens : Marseille, 4^{or} décembre 1886 — *Mon. Lyon*, 4^{or} mars 1887.

Il faut d'ailleurs remarquer que, quand le droit de réponse sera exercé par trop tardivement, les Tribunaux décideront souvent qu'une insertion n'aurait aucune utilité ou serait inefficace.

Selon les cas, le demandeur recevra seulement des dommages-intérêts, ou sera purement et simplement débouté.

On peut, en effet, soutenir qu'une réplique arrivant plusieurs années après l'attaque, ne peut, à proprement parler, être considérée comme une *réponse*, mais plutôt comme la reprise d'une polémique ancienne.

d) DU DÉLAI DANS LEQUEL LA RÉPONSE DOIT ÊTRE INSÉRÉE

La réponse doit être insérée dans les trois jours.

Il est à remarquer que, là, le délai n'est pas franc ; il faut donc compter le jour de la réception de la réponse. Ainsi, si la réponse est arrivée le premier, elle devra être insérée le 3 du même mois, au plus tard.

Ce délai de trois jours ne s'applique, bien entendu, qu'aux journaux quotidiens ; pour les autres périodiques, journaux hebdomadaires, bi-hebdomadaires, mensuels ou bi-mensuels l'insertion devra être faite dans le plus prochain numéro.

Il s'en suit que, si l'un de ces périodiques recevait une réponse la veille ou l'avant-veille de sa publication, il ne pourrait pas reporter l'insertion de cette réponse

au numéro de la semaine suivante ou du mois prochain, sous prétexte que les trois jours n'étaient pas écoulés lors de la publication (1).

Le délai de trois jours n'est donc, en aucune façon, applicable aux journaux périodiques non quotidiens, qui ont l'obligation stricte d'insérer dans le plus prochain numéro, parût-il le jour même.

Ces journaux ne peuvent même pas arguer du fait que, quand la réponse était parvenue, le tirage était commencé, si le temps matériel pour composer et tirer l'insertion ne faisait pas absolument défaut (2).

Le législateur a fixé ce délai réduit, pour que la réponse ne soit pas insérée avec de tels retards qu'elle ne soit plus d'aucune actualité.

Ne pas fixer de délai pour l'insertion de la réponse eût été impossible ; prescrire un délai plus long eût permis aux journaux de n'insérer la réponse que lorsque l'intérêt provoqué par l'attaque aurait été émoussé.

Dans la pratique, les prescriptions de la loi, en cette matière, sont souvent négligées, et l'on voit fréquemment des journaux insérer seulement dans leurs colonnes, un avis annonçant qu'ils ont reçu une lettre de rectification, mais qu'ils ne la publieront que plus tard, étant donnée « l'abondance des matières. »

(1) Cass., 9 août 1878, *Gaz. Trib.*, 8 octobre 1869.

(2) En ce sens : Donai, 28 sept. 1846. — Cass., 8 févr. 1847, D. 47, 1. 96.

Ces sortes d'infractions à la loi sont tolérées par ceux qui usent du droit de réponse, bien heureux encore que l'insertion soit faite, même en retard.

CHAPITRE IX

LE DROIT DE RÉPONSE ET LA DIFFAMATION

Une distinction très importante doit trouver sa place au début de ce chapitre.

Il peut parfaitement y avoir lieu d'exercer le droit de réponse, sans qu'il y ait eu diffamation.

Par contre, chaque fois qu'il y aura eu diffamation dans un article de journal ou de périodique quelconque, il y aura droit de réponse.

Par exemple, la phrase suivante publiée dans un journal : « On nous apprend que M. X... vient de passer une semaine en Angleterre » ne pourra pas donner lieu à une action en diffamation, mais pourra parfaitement faire l'objet d'une rectification ou d'une réponse dans le même journal.

Pour qu'il y ait lieu à l'exercice du droit de réponse, il suffit, en principe, qu'une personne ait été nommée ou désignée. Pour qu'il y ait diffamation, il faut en outre :

1° L'allégation ou l'imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération.

2° L'intention de nuire.

En somme, l'action en diffamation et l'exercice du droit de réponse ont ceci de commun qu'ils ont pour condition nécessaire la publicité ; ils peuvent tous deux trouver leur application, même si l'imputation est vraie, même si elle est exacte et correspond à la réalité.

Remarquons en passant que, dès lors qu'un délit est diffamatoire, l'intention de nuire est présumée. Cette présomption ne peut s'éteindre que par la preuve du contraire.

La question du droit de réponse est intimement liée à celle de la diffamation, car l'action en diffamation et l'action en refus d'insertion co-existent bien souvent.

Nous savons que ces deux actions peuvent être poursuivies séparément. On peut aussi n'en intenter qu'une en délaissant l'autre.

Une personne nommée ou désignée dans un journal, qui pourrait par conséquent user du droit de réponse, a la faculté de négliger ce droit, et d'agir contre le journal en réparation du préjudice causé.

C'est ce qui résulte d'un jugement du Tribunal de Rennes, rendu en date du 12 juillet 1907, jugement dont nous devons citer de larges extraits :

« Attendu que le fait de publier des renseignements de nature à amener une confusion pouvant porter atteinte à l'honneur et à la considération d'une personne, constitue une faute exposant son auteur à des

dommages-intérêts ; que la faute, considérée comme condition essentielle de la responsabilité, suivant le principe inscrit dans l'article 1382, et dans l'interprétation qu'en a constamment donnée la jurisprudence, n'exige pas un acte spécial de volonté et d'intelligence relativement au dommage causé, mais seulement un fait dommageable, engendré par l'erreur ou l'imprudence de son auteur dans l'exercice de son activité ; attendu que le préjudice résulte à suffire des documents de la cause... Attendu qu'on ne saurait faire grief à L. B... de n'avoir pas mis en demeure le *Nouvelliste* d'avoir à dissiper l'équivoque qu'il avait créée ; qu'en effet, le droit de réponse inscrit dans l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881, n'est qu'une simple faculté dont la personne lésée peut user à son choix, et qui laisse entier à celle-ci le droit de s'adresser directement aux Tribunaux pour obtenir réparation ; qu'au surplus, s'il n'a pas cru devoir demander au journal une rectification, il n'en a pas moins employé le procédé le plus efficace d'atténuer le préjudice, en faisant insérer cette rectification dans les principaux journaux du département, notamment *La Dépêche*, *Le Finistère*, *Le Réveil*, *La Bretagne commerciale* ; qu'il appartenait alors au *Nouvelliste* qui ne pouvait ignorer ces articles, de faire spontanément la rectification, et de dissiper l'équivoque créée par une publication erronée du 12 mai 1907 ».

Chaque fois qu'on aura éprouvé un préjudice, par suite d'un article publié dans un périodique, on pourra

donc agir contre lui en réparation du préjudice causé, au lieu d'exercer le droit de réponse.

Les journalistes n'ont pas à craindre l'abus de ce procédé, car, la plupart du temps, le tiers visé se rendra compte qu'une réponse publiée aussitôt dans la feuille qui contenait l'attaque, l'aura plus vite et mieux justifié qu'un jugement, qui n'interviendrait que longtemps après.

DE COMBIEN DE FAÇONS ON PEUT AGIR, QUAND ON A ÉTÉ VISÉ
DANS UN JOURNAL OU DANS UN PÉRIODIQUE

Beaucoup de personnalités en vue dont les actions, les faits et gestes, les opinions, les intentions même, sont rapportées plus ou moins fidèlement dans les journaux, renoncent souvent à exercer le droit que leur donne la loi en déclarant, qu'actuellement, il n'est plus possible à une individualité de s'élever contre la puissance de certaines feuilles, et qu'il serait vain à eux de protester contre les faits mensongers qu'on leur attribue, contre les opinions fantaisistes qu'on leur prête.

Si ces personnes veulent dire par là qu'il est des individus de mauvaise foi qui, usant de faux-fuyants ingénieux, d'artifices subtils, s'emploient à étouffer leur voix, elles ont certes raison.

Mais si elles croient que les moyens légaux leur font défaut, elles sont dans l'erreur, car l'individu diffamé

ou visé dans un journal, dispose de nombreuses armes pour se défendre.

Nous avons pensé qu'il ne serait pas indifférent de nous rendre compte, dans une étude très brève, des diverses procédures que la législation française met à la disposition des personnes ainsi attaquées.

Nous ne parlerons ici, évidemment, que des moyens légaux, bien que, selon certains, d'autres soient de beaucoup plus efficaces en cette matière.

I. — Et tout d'abord, l'individu diffamé dispose d'une *action en réparation du préjudice causé*, action civile bien entendu.

C'est l'article 1382, refuge de tous les plaideurs à court de textes, qui servira de base juridique à cette action en justice.

Quand une personne a été attaquée dans un journal, fût-ce avec mesure et modération, il est bien rare qu'elle ne puisse justifier d'un préjudice quelconque.

C'est de ce préjudice qu'elle arguera pour demander au gérant du journal des dommages-intérêts qui pourront souvent atteindre un chiffre très élevé.

Quand le demandeur aura ainsi recours à une réparation civile, l'indemnité réclamée sera généralement assez considérable, car on ne fait pas usage de cette juridiction quand la somme demandée est minime.

Ce que le demandeur poursuit lorsqu'il s'adresse aux tribunaux civils, ce n'est pas le délit puni par la loi,

mais le quasi délit dont il a souffert. Il s'en suit que le seul tribunal civil compétent, sera celui du domicile du gérant, suivant la règle fondamentale : *actor requiritur forum rei*.

C'est une différence importante avec le cas de poursuites correctionnelles.

Il convient de remarquer que cette action civile pourra être engagée séparément de l'action publique, quand le demandeur sera un particulier.

Au contraire, si la diffamation a visé les Cours, les Tribunaux, les armées de terre ou de mer, les corps constitués, les Administrations publiques, ou si elle a atteint, à raison de leur fonction ou de leur qualité un ou plusieurs membres du ministère, un ou plusieurs membres de l'une et l'autre Chambre, un fonctionnaire public, un dépositaire ou agent de l'autorité publique, un citoyen chargé d'un service ou d'un mandat public temporaire ou permanent, un juré ou un témoin, l'action civile ne pourra être poursuivie séparément de l'action publique (1).

Toutefois, même alors, l'action civile pourra être intentée séparément :

- 1° En cas de décès de l'auteur ;
- 2° En cas d'amnistie.

Ces deux circonstances rendant l'action pénale impossible, il est juste de laisser à l'individu diffamé, un recours devant le tribunal civil.

(1) Art. 46. Loi du 29 juillet 1881.

II. — Si le demandeur n'est pas homme d'argent et si le désir de voir frapper sévèrement le journal qui l'a attaqué, l'emporte sur la tentation d'obtenir des dommages-intérêts, il agira par voie de citation directe.

Il est à remarquer, que le ministère public, en cas de diffamation envers les particuliers, ne pourra jamais agir d'office ; la poursuite n'aura lieu que sur la plainte de la personne injuriée ou diffamée.

Le plaignant peut assigner directement, sans se porter partie civile (1).

La circonstance que le même article comprendrait, dans une même accusation un homme privé et des fonctionnaires publics, ne modifie pas la compétence relative aux particuliers, dès que les fonctionnaires n'ont pas formé de plainte.

On doit donc admettre que, de cet état de choses, il ne résulte aucune indivisibilité qui rende nécessaire de saisir la juridiction de la Cour d'Assises (Cass., 5 sept. 1872, *Gaz. Trib.*, 15 sept. 72).

Le gérant sera jugé par le Tribunal correctionnel et pourra être condamné à une amende de 20 à 2.000 francs, et à un emprisonnement de cinq jours à six mois (2) ou de l'une de ces deux peines seulement.

III. — Si la personne diffamée est un fonctionnaire public ou l'une des personnes que nous avons énu-

(1) En ce sens : Paris, 31 déc. 1880. — *Courr. Trib.*, 8 et 22.

(2) Art. 32. Loi du 29 juillet 1881.

merées plus haut et qui sont désignées par les articles 30 et 31 de la loi du 29 juillet 1881, c'est devant la Cour d'Assises que les débats seront portés.

Dans le cas d'injure ou de diffamation envers un ou plusieurs membres des Chambres, la poursuite n'aura lieu que sur la plainte de la personne intéressée.

Dans le cas d'injure ou de diffamation envers les fonctionnaires publics, les dépositaires ou agents de l'autorité publique autres que les ministres, les citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public, la poursuite aura lieu, soit sur leur plainte, soit d'office, sur la plainte du ministre dont ils relèvent.

Dans le cas d'injure ou de diffamation envers les Cours, Tribunaux et autres corps indiqués en l'article 30, la poursuite n'aura lieu que sur une délibération prise par eux en assemblée générale, et requérant des poursuites ; si le corps n'a pas d'assemblée générale, la poursuite aura lieu sur la plainte du chef du corps ou du ministre duquel ce corps relève.

Dans le cas de diffamation envers un juré ou un témoin, la poursuite n'aura lieu que sur la plainte du juré ou du témoin (1) qui aura le droit de citation directe devant la Cour d'Assises.

IV. — En nous plaçant encore dans l'hypothèse d'une imputation visant un dépositaire de l'autorité publique,

(1) Art. 47. Loi du 29 juillet 1881.

celui-ci disposera — rappelons-le brièvement — du droit de *rectification* que lui confère l'article 12 de la loi du 29 juillet 1881.

V. — La personne visée dans un article de journal ou de périodique, qui désirerait agir contre le gérant en réparation du préjudice causé, et qui formerait à cette fin, une demande de dommages-intérêts inférieure à 500 francs, pourrait à la rigueur, en vertu de la loi de 1905 sur les Justices de paix, recourir à cette juridiction peu coûteuse.

VI. — La *citation en correctionnelle, avec constitution de partie civile* sera ordinairement le moyen employé pour se défendre contre une diffamation, car le plaignant joint à la condamnation pénale, le bénéfice d'une indemnité pécuniaire. Il ne faut pas oublier, toutefois, que cette voie de droit est dangereuse pour le plaignant car, si le gérant du journal ou du périodique est acquitté, ce sera la partie civile qui soldera tous les frais.

Les Tribunaux correctionnels, d'ailleurs, octroient rarement des dommages-intérêts élevés.

VII. — Tous ces moyens d'action peuvent servir utilement les intérêts de l'individu diffamé, et peuvent amener le journal incriminé à un respect salutaire de la personne d'autrui, mais ils ont un inconvénient con-

sidérable : Le lecteur du journal, du périodique n'aura pas connaissance, la plupart du temps, de l'action engagée contre la publication qu'il lit.

Le *droit de réponse*, seul, peut permettre aux lecteurs du journal de se rendre compte des faits.

Cette dernière arme qui est aux mains de l'individu diffamé, est peut-être la plus précieuse, car sans elle, sa défense serait vite étouffée, resterait même inconnue.

CHAPITRE X

LE DROIT DE RÉPONSE DANS LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Il est intéressant, croyons-nous, de noter quelles sont les différences qui séparent les diverses législations au point de vue du droit de réponse.

Nous allons donc consacrer un chapitre à cette étude générale, en nous imposant de ne donner que les traits principaux de chaque législation (malgré les nombreux documents que nous possédons sur ce point) pour qu'une vue d'ensemble soit plus aisée, et que le désir d'approfondir ne nuise pas à la clarté.

ALLEMAGNE

C'est la loi du 7 mai 1874 qui réglemente, en Allemagne, le droit de réponse.

Cette loi s'applique à tout l'Empire, sauf à l'Alsace-Lorraine où — ceci doit être remarqué — l'autorité possède des pouvoirs discrétionnaires, au moyen desquels

elle arrive à supprimer presque complètement la liberté de la Presse.

Le droit de réponse ne peut s'appliquer que lorsqu'il y a à rectifier des *faits*, faussement rapportés.

La critique des œuvres de science, d'art ou d'industrie, ne sera punissable, que si l'intention d'offenser résulte de la forme de l'article ou des conditions dans lesquelles il a été publié.

La réponse doit être insérée d'un seul texte, sans intercalations ni interpositions qui en puissent dénaturer le sens ou atténuer la portée.

La réponse est insérée gratuitement jusqu'à concurrence de la longueur de l'article incriminé.

Le demandeur en insertion peut, en outre, exiger une insertion supplémentaire aussi longue qu'il lui conviendra, mais en payant les droits d'insertion ordinaires.

Il y a, dans la loi allemande, la même lacune que dans la loi française, car aucun délai n'est prévu pour la durée d'exercice du droit de réponse.

En résumé, la loi allemande accorde le droit de réponse dans un nombre de cas beaucoup plus limité que notre loi actuelle. Elle n'est pas, croyons-nous, suffisamment protectrice.

ANGLETERRE

On ne saurait trouver, dans la législation anglaise,

de disposition traitant du droit de réponse, tel que nous l'entendons en France.

Mais, si les Anglais ne possèdent pas notre droit de réponse, ils peuvent intenter l'action en diffamation dans de multiples cas.

Il faut que les poursuivants fassent la preuve d'une lésion, soit !... Mais le *libel*, en Angleterre, est quelque chose de tellement imprécis et élastique, que lord Ellenborough a pu le définir « tout ce qui peut faire de la peine à quelqu'un. »

On comprend facilement, qu'avec une définition aussi libérale, les actions en diffamation puissent être intentées sans grandes difficultés.

La législation anglaise (1) possède une particularité digne d'attention.

Aucune poursuite criminelle pour délit de presse, ne peut être exercée contre un propriétaire, publicateur, ou éditeur de journaux, ou contre une personne quelconque responsable de la publication d'un journal, sans l'autorisation écrite préalable du *directeur des poursuites publiques*, en Angleterre, et de l'*Attorney général de Sa Majesté*, en Irlande.

La législation anglaise tient donc une place tout à fait à part en matière de Presse, et une grande gêne résulte pour les sujets anglais de la non-distinction du droit de réponse, et de l'action en diffamation.

(1) Loi du 27 août 1881.

BELGIQUE

C'est la loi du 20 juillet 1831 qui, dans son article 13, détermine le droit de réponse en Belgique.

Ce droit est conféré à toute personne « citée soit nominativement, soit indirectement. » dans un journal.

C'est l'équivalent de la formule française « toute personne nommée ou désignée ».

La réponse doit être insérée le surlendemain du jour où elle sera parvenue aux bureaux du journal.

Pour les périodiques non quotidiens, la réponse sera insérée « dans le numéro ordinaire qui paraîtra selon la périodicité du journal deux jours au moins après celui du dépôt (1) ».

La réponse ne devra pas excéder mille lettres d'écriture, ou le double de l'espace occupé par l'article qui l'aura provoquée.

La longueur de la lettre de réponse, est donc nettement limitée.

Pour les héritiers, si l'article a paru du vivant de leur auteur, ils sont saisis de tous ses droits et actions, et, par conséquent, de son action en insertion forcée ; si l'article a paru après le décès de leur auteur, les héritiers ne peuvent alors pas exercer le droit de réponse.

La loi belge, on le voit, présente quelque analogie avec la législation française.

(1) Loi du 14 mars 1855.

ESPAGNE

C'est la loi du 26 juillet 1833 qui fixe le droit de réponse en Espagne.

La réponse doit être insérée gratuitement jusqu'à concurrence du double de lignes de l'article qui l'a provoquée. Le surplus sera payé au prix du tarif ordinaire des annonces.

Ces dispositions, on le voit, sont identiques à celles de la loi française.

Toutefois, le droit de réponse est beaucoup plus limité en Espagne, car il ne peut s'exercer que pour rectifier des faits faux ou défigurés.

Il peut donc être assimilé au droit de rectification que l'article 12 de la loi du 29 juillet 1881 donne aux dépositaires de l'autorité publique.

Les père, mère, époux, fils et frères de la victime, ou ses héritiers, peuvent répondre à un article qui l'aura visée après sa mort.

La législation espagnole donne également le droit de réponse aux personnes que nous venons d'énumérer, quand la personne désignée est vivante mais qu'elle est dans l'impossibilité — pour une cause quelconque — de se défendre elle-même.

Cette disposition est intéressante à signaler, car l'Espagne est le seul pays qui l'ait adoptée.

ÉTATS-UNIS

Plusieurs Etats de l'Union américaine ont formellement proclamé un principe qui est implicitement reconnu par tous : la presse est entièrement libre.

La Constitution Californienne du 7 mai 1879 déclare, dans sa section 9 que : « Tout citoyen peut librement parler, écrire, témoigner son opinion sur tous sujets, sauf à répondre de l'abus qu'il ferait de son droit, et qu'aucune loi ne sera adoptée pour restreindre ou diminuer la liberté de la parole ou de la presse. »

Le droit de réponse n'existe donc pas aux Etats-Unis. Seule, l'action en diffamation peut être intentée.

Et, même dans ce cas, le demandeur n'a pas grandes chances d'obtenir condamnation de son diffamateur, car, si le jury estime que les allégations diffamatoires sont conformes à la vérité, le prévenu est acquitté.

On doit donc en conclure qu'aux Etats-Unis, un journaliste ne peut être condamné que lorsqu'il avance des imputations calomnieuses et que les allégations simplement diffamatoires restent impunies.

C'est une disposition légale un peu sommaire, qui est caractéristique des mœurs et des habitudes d'outre-Océan.

ITALIE

C'est la constitution du Piémont, proclamée à la date

du 8 mars 1848 qui a consacré, en Italie, la liberté de la Presse.

Ce principe est exposé de façon à la fois synthétique et originale dans l'article 28 de cette constitution qui décide : « La presse est libre ; une loi en réprimera les abus. »

La loi annoncée fut promulguée le 20 mars 1848. Elle fut retouchée et modifiée par une seconde loi du 20 juin 1858.

Le droit de réponse est accordé à toute personne nommée ou désignée dans un journal.

La réponse est insérée gratuitement jusqu'à concurrence du double des lignes de l'article auquel elle se rapporte.

Le surplus sera payé au taux des annonces.

On voit qu'il y a, sur ces divers points, identité complète avec la législation française.

Les journaux ou périodiques ne doivent pas publier les actes de la procédure écrite dans les affaires criminelles, les ordonnances de renvoi et les actes d'accusation, jusqu'à ce que le procès soit terminé par un débat public ou une ordonnance de non-lieu.

L'infraction à cette disposition formelle de la loi sera punie d'une amende et de la suppression de l'écrit.

Ces dernières prescriptions sont contenues dans la loi du 6 mai 1877.

SUISSE

En Suisse, cinq cantons seulement admettent le droit de réponse.

Ce sont :

Le canton de Berne, dans ses articles 240 et 247 du Code Pénal du 30 janvier 1866.

Le canton de Schaffouse, dans sa loi du 15 décembre 1837.

Le canton du Tessin, dans sa loi sur la presse du 13 juin 1834.

Le canton de Vaud, dans la loi du 26 décembre 1832.

Le canton des Grisons, dans la loi du 18 juillet 1839.

Dans ces divers textes, le droit de réponse n'est admis que comme rectification de faits allégués dans un journal ou dans un écrit périodique.

La réponse ne peut pas dépasser le double du nombre des lignes de l'article où l'attaque s'est produite.

AUTRICHE-HONGRIE

En principe, l'Autriche-Hongrie reconnaît la liberté de la presse.

Un certain nombre de dispositions légales en ont réprimé les abus. Le droit de réponse, à proprement parler, n'existe pas en Autriche-Hongrie.

La diffamation et l'injure ne sont poursuivies que sur

la plainte de la partie lésée, si c'est un particulier qui a été injurié ou diffamé.

Si l'article du journal ou du périodique visait une personne décédée, la diffamation ou l'injure seront poursuivies sur la dénonciation des enfants, des ascendants, des frères et sœurs ou de l'épouse du défunt.

Ces règles, à la vérité assez sommaires, ont été édictées par la loi du 29 mai 1878.

SERBIE

Le droit de réponse existe en Serbie. Il est réglé par la loi des 12-24 mars 1881 sur la presse.

Les particuliers possèdent un droit de rectification qui leur permet de redresser les faits mensongers, les allégations calomnieuses apportées contre eux.

La réponse est gratuite, jusqu'à concurrence du double de l'article qui a attaqué.

Les dépositaires de l'autorité publique possèdent le droit de rectifier les actes qu'on leur attribue fausement, ou que l'on rapporte inexactement.

★★

Ce coup d'œil rapide sur les législations étrangères est tout à l'avantage de la loi française, et il est facile de se rendre compte, par comparaison, que notre loi du 29 juillet 1881 est encore celle qui a réglementé le droit de réponse avec le plus de mesure, de sagesse et de justice.

CHAPITRE XI

PROJETS DE RÉFORME DE LA LOI

Nous avons vu au fur et à mesure, au cours de cette étude, les critiques qui ont été faites à l'état actuel de la législation, concernant le droit de réponse.

Ces critiques sont nombreuses et variées ; elles sont souvent passionnées ; elles sont parfois injustes.

Le blâme que l'on entend formuler le plus souvent — sans doute parce que ce sont les publicistes qui nous le font connaître et que, précisément, il ne sont pas impartiaux en la matière — c'est que le droit de réponse est actuellement beaucoup trop étendu.

Nous avons répondu en son temps à cette critique ; mais nous allons voir qu'il est peut-être un moyen de donner satisfaction à chacun, en passant en revue les divers projets qui ont été présentés au Parlement.



Une modification de l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881, fut proposée par le député Flandin, dans la séance de la Chambre du 4 décembre 1897 :

Il proposait d'adopter le texte suivant : « Le gérant sera tenu d'insérer, dans les trois jours de leur réception constatée par exploit d'huissier, ou par récépissé qui ne pourra être refusé, délivré soit à l'expéditeur, s'il se présente en personne, soit à son fondé de pouvoir muni d'une attestation écrite, soit à l'agent des postes porteur de la lettre recommandée ou chargée, ou dans le plus prochain numéro, s'il n'en est pas publié avant l'expiration des trois jours, des réponses de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de 50 à 500 francs, sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu.

« Cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée.

« Elle sera gratuite lorsque les réponses ne dépasseront pas le double de la longueur dudit article. Si elles le dépassent, le prix de l'insertion sera dû pour le surplus seulement. Il sera calculé aux prix des annonces judiciaires.

« Pendant la période électorale, le délai de trois jours prévu par le paragraphe premier du présent article, sera réduit à 24 heures pour les journaux quotidiens.

« Le délai de citation du refus d'insertion sera de 24 heures, sauf pendant les trois jours qui précéderont le scrutin, devant lesquels la citation pourra être donnée d'heure à heure.

« Le Tribunal pourra ordonner que le jugement ordonnant l'insertion sera exécutoire sur minutes nonobstant opposition ou appel.

« Sera assimilé au refus d'insertion et puni des mêmes peines, sans préjudice de l'action en dommages-intérêts, le fait de publier une édition spéciale d'où serait retranchée la réponse que le numéro correspondant du journal était tenu de reproduire ».

Le député Castelin proposa cet amendement :

« Elle sera gratuite, et les réponses ne dépasseront pas le double de la longueur dudit article, ou la valeur de cinquante lignes du journal, lorsque l'article auquel il est répondu aura au moins 25 lignes ».

Ces projets furent modifiés plusieurs fois, et furent discutés à la Chambre le 31 mars 1898.

L'Assemblée adopta le texte suivant :

« Le gérant sera tenu d'insérer dans les trois jours de sa réception, constatée par exploit d'huissier ou par récépissé qui ne pourra être refusé à l'agent des postes ou au porteur, ou dans le plus prochain numéro, s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, la réponse de toute personne nommée ou désignée depuis moins de trois mois dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de 50 à 500 francs, sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu.

« Cette insertion devra être faite à la même place et

en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée.

« Cette réponse sera gratuite, mais elle ne pourra dépasser le double de la partie de l'article s'appliquant au réclamant. Toutefois celui qui usera du droit de réponse, pourra exiger un minimum de 50 lignes.

« Pendant la période électorale, le délai de trois jours prévu par le paragraphe premier du présent article sera, pour les journaux quotidiens, réduit à 24 heures. La réponse devra être remise six heures au moins avant le tirage du journal dans lequel elle devra paraître. Dès l'ouverture de la période électorale, le gérant du journal sera tenu de déclarer au Parquet l'heure habituelle à laquelle, pendant cette période, il entend fixer le tirage de son journal.

« Le délai de citation, sur refus d'insertion, sera de 24 heures, sauf pendant les trois jours qui précéderont le scrutin, durant lesquels la citation pourra être donnée d'heure à heure. « Le Tribunal pourra décider que le jugement ordonnant l'insertion, mais en ce qui concerne seulement cette insertion, sera exécutoire sur minute, nonobstant opposition ou appel.

« La réponse ne sera exigible que dans la ou les éditions, où aura paru l'attaque.

« Sera assimilé au refus d'insertion et puni des mêmes peines, sans préjudice de l'action en dommages-intérêts, le fait de publier, dans la même circonscription électorale où l'article aura paru, une édition spéciale d'où

serait retranchée la réponse que le numéro correspondant du journal était tenu de reproduire (1). »

Ce texte fut voté sans discussion par la Chambre des Députés.

Au Sénat, le Rapporteur, M. Thézard, proposa l'addition du paragraphe suivant :

« Le temps accordé pour la réponse, sera porté à six mois si, au moment de la publication, la personne nommée ou désignée dans un journal publié en France, se trouvait à l'étranger ou aux colonies, ou si, réciproquement, elle se trouvait hors de la colonie où l'article a été publié. »

La discussion de l'ensemble du projet vint au Sénat à la date du 6 avril 1898.

A ce moment, on préparait dans le pays, des élections qui devaient être fertiles en discussions passionnées et en incidents violents ; le Sénat préféra renvoyer la délibération à une autre session. Le projet ne fut pas repris.

En 1901, M. Cruppi, qui fut depuis plusieurs fois ministre, déposa sur le bureau de la Chambre un projet de réforme de l'article 13, projet dont voici le texte :

« Le gérant sera tenu d'insérer, dans les trois jours de leur réception, ou dans le plus prochain numéro, s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, les réponses de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une

(1) *Journal Officiel*, Chambre, *in extenso* tome II. — Séance du 31 mars 1898. *Off.* du 1^{er} avril, p. 1504, col. 3.

amende de 50 à 500 francs, sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu. "

« Cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée, et sans aucune intercalation.

« La réponse ne peut excéder le double de l'espace occupé par la partie de l'article qui est directement ou indirectement personnelle au demandeur en insertion ; toutefois elle peut toujours, et dans tous les cas, atteindre un minimum de mille lettres d'écriture. En aucun cas le gérant ne peut refuser l'insertion des mille premières lettres de la réponse.

« La réponse est toujours gratuite ; le demandeur en insertion ne peut excéder les limites fixées aux paragraphes précédents, en offrant de payer le surplus.

« Le droit de réponse ne peut s'exercer contre les articles de critique littéraire ou scientifique, alors que l'intention d'offenser la personne nommée ou désignée, ne résulte pas des termes de l'article, et que la critique a été provoquée par une publication, une représentation, une exhibition publique quelconque, de nature à faire naître ou même à solliciter les commentaires de la Presse.

« Pendant toute la période électorale, tout candidat nommé ou désigné dans un journal ou écrit périodique aura le droit, sous la sanction des peines prévues au paragraphe premier du premier article, de faire insérer

sa réponse dans le plus prochain numéro. Le juge des référés, saisi par le demandeur en insertion, et au besoin par une citation donnée d'heure en heure, devra statuer immédiatement et sans aucune remise. La décision ordonnant insertion sera exécutoire nonobstant opposition ou appel sur minute et avant enregistrement.

« Dans tous les cas prévus au présent article et relatifs à l'exercice du droit de réponse, le tribunal peut décider que le jugement ordonnant l'insertion, sera exécutoire sur minute, nonobstant opposition ou appel.

« L'action en insertion forcée se prescrit après six mois révolus à compter du jour où la publication a eu lieu. »

Nous avons mis en italiques les dispositions nouvelles que ne contient pas le texte actuel de la loi.

En déclarant que la réponse doit être insérée sans intercalation, M. Cruppi consacre — nous l'avons vu — une jurisprudence déjà établie.

D'après ce projet, quelle que soit la longueur de l'article, eut-il même deux ou trois lignes, le demandeur en insertion aura *toujours* droit à mille lettres de réponse (c'est-à-dire environ 35 lignes), mais n'aura jamais droit à plus du double de l'article dont le texte excède 500 lettres.

Cette innovation qui consiste à compter par lettres complique inutilement — selon nous — une disposition de loi déjà difficile à saisir.

L'insertion devant être faite *en mêmes caractères*, ce mode de calcul par lettres ne peut se justifier.

L'insertion de la réponse est toujours gratuite. N'est-il pas à craindre que cette disposition d'un projet de loi, destiné à restreindre le droit de réponse, n'en augmente considérablement l'application dans la pratique ?....

Toute personne nommée ou désignée pouvant, dans tous les cas, exiger une réponse de 35 lignes, il est à redouter que ce droit n'entraîne bien vite des abus.

Enfin, à propos de la critique littéraire, artistique ou scientifique, M. Cruppi adopte les principes généralement consacrés par la Jurisprudence.

Les termes de cette disposition nous semblent poser une règle juste, en admettant toutefois que les Tribunaux ne déclarent pas trop facilement un grand nombre d'actes comme « de nature à faire naître les commentaires de la Presse »... la Presse d'aujourd'hui est si indiscreète que les plus menus faits, les actions les plus secrètes concernant une personnalité en vue sont bien vite de nature à faire naître ses commentaires !

Il nous faut remarquer, d'ailleurs, qu'en matière de critique littéraire ou scientifique, toute personne *offensée*, même si elle a sollicité la publicité, disposera du droit de réponse.

C'est un sage tempérament apporté à l'absolu de la règle.

Le projet de M. Cruppi fut repris par lui en 1911, et

suscita de nombreux commentaires généralement favorables.

Il contient quelques précisions qui seraient utilement ajoutées à l'article 13 de la loi de 1881, mais a, — à notre avis — le tort de compliquer sans grand profit, une législation déjà ardue.

Nous croyons, quant à nous, que le système qui consiste à n'admettre la réponse qu'au double de l'article, (sauf toutefois pour les articles de moins de 25 lignes, auxquels le correspondant occasionnel pourrait répondre par une lettre de 50 lignes) pourrait concilier tout le monde.

Nous savons que beaucoup de journalistes trouveront encore ce droit excessif, et ne se déclareraient satisfaits que si le droit de réponse était purement et simplement supprimé.

Le mouvement actuel d'opinion contre le droit de réponse peut sembler général, si on se contente d'examiner superficiellement les réclamations qui sont portées devant le public.

Mais en étudiant un peu la question, on se rend compte, bien vite, que nous ne sommes mis au courant que par les journalistes, les publicistes, qui sont au plus haut point intéressés dans la question, et dont le jugement ne saurait être impartial.

On comprend d'ailleurs fort bien qu'ils tâchent d'obtenir une extension plus considérable encore de la

liberté de la Presse, mais leur intérêt n'est pas seul en jeu.

Il y a, derrière eux, la foule de ceux qui ne disposent d'aucun moyen de publicité pour faire entendre leur voix, mais qui n'en sont pas moins dignes d'intérêt.

Certes, nous sommes partisan d'une liberté large et tolérante de la Presse, mais nous croyons — et pourrait-on sérieusement nous contredire — que supprimer le frein du droit de réponse serait dangereux, non-seulement pour les particuliers, mais pour les journalistes eux-mêmes, car les arguments violents remplaceraient souvent la réponse qui, aujourd'hui, suffit encore bien des fois à apaiser les colères.

CHAPITRE XII

COMMENT CONCILIER LE DROIT DE RÉPONSE AVEC LA CRITIQUE LÉGITIME

Un grand nombre de journalistes voudrait supprimer le droit de réponse en matière de critique littéraire ou artistique.

Ils font valoir la contrainte qu'exerce la menace de ce droit — nouvelle épée de Damoclès — au-dessus de la tête des critiques de tout genre.

L'appréciation des œuvres littéraires, artistiques, livres ou tableaux, pièces de théâtre ou sculptures, manquera vraiment de sincérité et de liberté, quand le critique se verra toujours sous le coup d'une réponse offusquée ou d'une réplique outragée.

La critique devrait être libre, et aucune entrave ne devrait empêcher l'appréciation des œuvres à leur juste valeur.

Et l'on voit les partisans de cette thèse accepter très facilement le droit de réponse en toute autre matière, mais réserver jalousement leur terrain, en demandant

en leur faveur une exception qu'ils justifient par la liberté de l'art.

Si l'on prend la chose au point de vue juridique, il est facile de démontrer que toute œuvre d'art constitue une *propriété* au même titre qu'un objet matériel. La loi doit protection à tout droit légitime ; pourquoi excepterait-elle la propriété artistique ?

Un auteur dont le livre est critiqué, un artiste dont l'œuvre est ridiculisée, sont autant atteints dans leur droit de propriété, que le commerçant dont les produits auront été dénigrés.

Pourquoi refuserait-on aux deux premiers une faculté que l'on accorde si facilement au dernier ?

Et d'ailleurs, admettre la liberté du droit de critique, sans frein aucun, serait bien téméraire.

Il n'est pas de feuille de province, de périodique de sous-préfecture qui n'ait un critique attitré. Que deviendrait l'audacieux qui aurait eu le courage de produire une œuvre quelconque, s'il était livré sans merci au jugement de certains journalistes qui, la plupart du temps, donnent leur avis avec d'autant plus d'autorité qu'ils ont moins de compétence.

Nous ne croyons pas qu'il faille redouter si fort le droit de réponse dont disposent les auteurs qu'un critique a cités.

Ce droit existe dans l'état actuel de notre législation ; a-t-on beaucoup d'abus à signaler ?

Ce que les partisans d'une réforme mettent en avant,

c'est la facilité qu'auraient actuellement les écrivains médiocres, de faire une réclame tapageuse autour de leur nom, en suscitant des controverses, et en en profitant pour inonder un journal de rectifications indignées.

Il est, pour les critiques, un moyen très simple d'éviter ces polémiques dangereuses, c'est de ne pas nommer les auteurs en question.

En réalité, d'ailleurs, nous ne croyons pas que cette objection ait une portée sérieuse, car il est facile de se rendre compte que, dans la pratique, sur cent comptes-rendus d'œuvres littéraires et artistiques, un ou deux à peine, suscitent des réponses, ordinairement fort courtes.

Les auteurs dont l'œuvre a été dénigrée ont — à quelques exceptions près —, la sagesse de comprendre qu'une modestie prudente est nécessaire.

Ils se rendent compte que répondre à l'attaque, serait insister sur les critiques qui leur ont été faites, et les rappeler à l'attention de ceux qui, sans cela, les eussent bien vite oubliées.

Mais, dit-on encore, un auteur ou un artiste qui produit une œuvre devant le public, la soumet à son jugement, et, par conséquent, ne devrait pas pouvoir user du droit de réponse ; par le fait même qu'il sollicite l'appréciation des critiques, il renonce implicitement à son droit de réponse, et doit supporter les blâmes.

On ne peut soutenir sérieusement que l'auteur, le compositeur ou l'artiste, renonce implicitement au droit

de défendre sa pensée, car il ne saurait vraiment pas accepter par avance, toutes les interprétations inexactes que l'on donnera de son œuvre, tous les commentaires tendancieux dont elle sera l'objet.

En pratique, l'auteur supportera toujours — par tolérance, par intérêt ou par calcul —, les critiques justifiées que l'on fera de son œuvre ; il laissera peut-être passer des inexactitudes de détail, mais il ne pourra pas négliger une attaque violente ou une interprétation inexacte, pas plus qu'une affirmation erronée, sur le fonds même de l'ouvrage qu'il a produit.

L'auteur, assure-t-on cependant, a provoqué la critique de son œuvre en la livrant au public ; il serait mal venu à protester si l'appréciation est sévère, car il a cherché la publicité dont il se plaint.

Cette idée est fort exacte, mais n'infirme pas notre thèse.

En effet, si l'opinion publique s'insurge, si elle dénigre l'œuvre qui lui est offerte, l'auteur n'aura qu'à s'en prendre à lui de son succès à rebours.

Mais, dans le cas qui nous occupe, ce n'est pas le public, c'est *un* critique qui formule son opinion, qui blâme l'œuvre ou la ridiculise.

Dans la première hypothèse ceux qui manifestent leur manière de voir ont vu l'œuvre, l'ont lue ou écoutée ; ils parlent en connaissance de cause.

Dans le second cas, au contraire, le critique, seul, va

imposer son opinion à la foule de ceux qui liront son article, sans avoir entendu ou vu l'œuvre en question.

Là, il y a un responsable ; il est juste que l'auteur s'en prenne à lui, en usant du droit de réponse, et en faisant ainsi connaître la défense aux lecteurs qui avaient été témoins de l'attaque.

Mais, le droit de critique — nous objectera-t-on — qu'en faites-vous ?

Loin de nous la pensée de supprimer ce droit, car il y a un intérêt à la fois *moral, littéraire et artistique* à ce qu'il existe.

Droit de critique et droit de réponse ne sont d'ailleurs nullement inconciliables, et peuvent parfaitement co-exister.

Nous affirmons simplement qu'il est impossible de refuser le droit de réponse à l'auteur ou à l'artiste, étant données les conditions actuelles de la critique.

Il existe, en effet, une dizaine de critiques éminents, qui ont la prétention d'être *La Critique*.

De ces dix personnages, dépend le jugement de la France, de l'Etranger, de la Postérité même, sur les œuvres de l'esprit produites dans les livres ou à la Scène.

Pour l'auteur, plaire à ces dix arbitres souverains, c'est le succès.

Leur déplaire, c'est être frappé d'ostracisme littéraire, c'est être « exécuté », vilipendé, ridiculisé.

Tel a écrit simplement une œuvre qui ne *plaît pas*,

et il est conspué plus que s'il avait commis un véritable crime.

Bref, l'intelligence, l'art, sont à la merci de quelques Aristarques.

Les jugements seront-ils toujours sincères ? On est quelque peu obligé d'en douter, car le critique jugera différemment s'il destine son article à un journal sérieux ou à un journal boulevardier, à une feuille opportuniste ou à un périodique d'opposition.

On cite même tels critiques qui écrivent, sous deux pseudonymes différents, deux comptes-rendus souvent contradictoires.

En résumé, une dizaine de personnages écoutés, se chargent de dire à des milliers de lecteurs, ce qu'ils doivent penser d'un roman, d'un tableau, d'une pièce ou d'une œuvre d'art.

Ce système est injuste et dangereux ; il serait, de plus intolérable, si le droit de réponse ne venait le tempérer —, de façon, d'ailleurs très modeste.

Beaucoup de critiques jugeront d'après leur intérêt, d'après leurs opinions, d'après leur ignorance même de la question, et feront ainsi à l'auteur, à l'artiste, des remarques injustifiées. Quelquefois même — et ce sera plus grave — ils lui prêteront des intentions, des opinions ou des idées qu'il n'aura jamais eues.

Un critique vantera les œuvres des jeunes, car il est jeune lui-même.

Arrivé à la maturité, il méprisera les « productions

enfantines », la « littérature de nursery ». Seuls, les hommes de son âge auront l'expérience, le savoir et la science.

Croit-on que l'auteur qui écrit des pièces de théâtre, jugera toujours avec impartialité les productions d'un rival plus heureux ?

D'autre part, l'homme de lettres qui fait du Roman ne sera-t-il pas tenté de sacrifier le dramaturge, l'historien, l'artiste, pour ne vanter que les œuvres qui l'intéressent ?

Humainement, il ne saurait faire autrement. Il dis-créditera l'œuvre qu'il ne peut réaliser et médiera d'un talent qu'il ne peut avoir lui-même. C'est fatal !

Enfin, si le critique est un normalien austère et rigide qui voit la grammaire, le style correct, la forme littéraire, bien plus que la *situation*, va-t-il porter un jugement judicieux sur l'œuvre d'un auteur qui a voulu mettre en relief une passion, charpenter un drame, et non pas ciseler des phrases, enfiler des perles littéraires ni tresser des guirlandes oratoires ?

Dans tous ces cas, si l'auteur est mal compris ou faussement interprété, il faut bien lui accorder le droit de réponse.

Pour lui refuser cette arme, il faudrait admettre que la critique est infaillible.

On serait mal venu à hasarder cette affirmation à une époque où l'on voit des pygmées littéraires s'alta-

quer à des génies jusque-là incontestés, et confirmés par une admiration séculaire.

Tout autre serait notre opinion, et nous admettrions volontiers de larges restrictions au droit de réponse, si le public coopérait réellement au succès ou à l'échec d'une œuvre littéraire ou artistique.

On peut toutefois citer les productions d'un Bizet, d'un Bornier qui triomphèrent grâce aux suffrages populaires malgré l'hostilité des critiques de profession.

En somme, on veut établir dans le domaine littéraire et artistique, un régime d'exception, en refusant aux auteurs ou artistes le droit de réponse.

Pourquoi cette faveur et ce monopole ?

Nous terminerons par une simple question :

La suppression du droit de réponse n'amènerait-elle pas fatalement l'abus du droit de critique ?

Nous le craignons fort.

Avec le régime actuel, nous ne croyons pas qu'on puisse accuser les auteurs d'user trop souvent du droit de réponse.

Mais nous pensons encore qu'il faudrait préférer l'abus du droit de réponse à l'abus du droit de critique car, dans ce dernier cas, on attaque, tandis que, dans le premier, on ne fait que se défendre.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
PRÉFACE	1
CHAPITRE I. — PRÉCÉDENTS ET HISTORIQUE DE LA LOI	3
CHAPITRE II. — QUI PEUT EXERCER LE DROIT DE RÉPONSE, ET DANS QUELS CAS ?	13
A. — Toute personne nommée ou désignée	13
B. — Les héritiers d'une personne nommée ou désignée	31
C. — Les tiers qui peuvent exercer le droit de réponse	35
CHAPITRE III. — CONTRE QUI L'ACTION PEUT-ELLE ÊTRE DIRIGÉE ?	39
CHAPITRE IV. — DU DROIT DE RÉPONSE EN CAS D'ATTAQUE COLLEC- TIVE	51
CHAPITRE V. — CE QUE DOIT CONTENIR LA RÉPONSE	63
CHAPITRE VI. — DES CONDITIONS DANS LESQUELLES LA RÉPONSE DOIT ÊTRE INSÉRÉE	71
CHAPITRE VII. — DES CAUSES DU REFUS D'INSERTION	83
1° Des causes légitimes du refus d'insertion	83
2° Des cas où le refus d'insertion est injustifié	93
3° Les sanctions du refus d'insertion	96
CHAPITRE VIII. — DÉLAIS, PROCÉDURE ET CONDITIONS DE L'ACTION	101
a) Compétence	101
b) Prescription de l'action en insertion	105

c) Prescription du droit de réponse.....	108
d) Du délai dans lequel la réponse doit être insérée.....	110
CHAPITRE IX. — LE DROIT DE RÉPONSE ET LA DIFFAMATION.....	113
De combien de façons on peut agir quand on a été visé dans un journal ou dans un périodique.....	116
CHAPITRE X. — LE DROIT DE RÉPONSE DANS LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES... ..	123
<i>Allemagne.</i>	123
<i>Angleterre</i>	124
<i>Belgique</i>	126
<i>Espagne.</i>	127
<i>Etats-Unis</i>	128
<i>Italie</i>	128
<i>Suisse</i>	130
<i>Autriche-Hongrie</i>	130
<i>Serbie.</i>	131
CHAPITRE XI. — PROJETS DE RÉFORME DE LA LOI.....	133
CHAPITRE XII. — COMMENT CONCILIER LE DROIT DE RÉPONSE AVEC LA CRITIQUE LÉGITIME.	143

Vu :

Le Président,
AMBROISE COLIN.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

